

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 DÉCEMBRE 1907.

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1908 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VERSTEYLEN.

MESSIEURS,

Les dépenses du Département de la Justice sont en progression constante. L'augmentation demandée pour 1908 est relativement faible lorsqu'on la compare aux augmentations prévues les années précédentes.

Il n'est pas sans intérêt de suivre cette progression pendant ces dernières années.

En 1900, la dépense totale du Département, y compris les dépenses exceptionnelles, se montait à 23,015,583 francs.

En 1901	une augmentation de fr.	404,315	la portait à fr.	26,419,900
1902	»	402,700	»	26,822,600
1903	»	31,950	»	26,854,550
1904	»	269,050	»	27,123,600
1905	»	299,700	»	27,578,800
1906	»	1,099,500	»	28,598,100
1907	»	876,800	»	29,474,900
1908	»	166,600	»	20,641,500

Soit une moyenne d'augmentation par exercice de 433,801 francs.

Ajoutons que, dans la dépense prévue pour 1908, on doit comprendre les majorations nécessitées par les augmentations de personnel de certains tribunaux et par la création d'une nouvelle place de président de chambre, prévues par la loi du 18 août 1907.

Cette loi porte le nombre des présidents de chambre à la Cour d'appel de Bruxelles de sept à huit.

(1) Budget, n° 4^{IV}.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Van Der Linden, Rosseeuw, Masson, De Lantsheere, Van Marck et Versteyleu.

Elle augmente le personnel du tribunal de Liège d'un vice-président et d'un substitut du procureur du Roi.

Le tribunal de Malines, d'un vice-président et d'un juge.

Le tribunal d'Audenarde, d'un vice-président.

Le tribunal d'Anvers, de deux juges ; celui de Bruges, d'un juge ; celui de Bruxelles, enfin, d'un substitut du procureur du Roi.

Elle élève, en conséquence des modifications proposées, les tribunaux d'Audenarde et de Malines à la deuxième classe.

Les augmentations sont toutes relatives au personnel des cours et tribunaux (chap. II), aux frais de justice, à la construction et à l'entretien des locaux, aux dépenses pour le culte, à l'organisation de la bienfaisance, au service des prisons.

Les dépenses exceptionnelles sont en diminution de 55,000 francs sur le budget de 1907.

La note préliminaire nous donne les détails des divers postes du budget.

Première section. — Dépenses ordinaires.

CHAPITRE PREMIER. — ADMINISTRATION CENTRALE.

Art. 2. — Traitement des fonctionnaires, employés et gens de service, en augmentation de fr. 25,000 »

CHAPITRE II. — ORDRE JUDICIAIRE.

Art. 6. — Cour de cassation fr. 3,000 »

Art. 10. — Tribunaux de première instance et de commerce 88,000 »

Art. 12. — Justice de paix et tribunaux de police 25,000 »

Soit une augmentation de . . . fr. 116,000 »

résultant de l'application de la loi de 1907 citée plus haut, des dispositions légales fixant les traitements des juges de paix et des greffiers, et du barème des traitements des employés. Par contre, ce chapitre prévoit à l'article 8 :

Cours d'appel. Personnel. — Une diminution de 4,000 fr. résultant de l'application des lois et règlements concernant ces traitements.

Soit une augmentation totale sur ce chapitre de . . . fr. 114,000 »

CHAPITRE III. — JUSTICE MILITAIRE.

Art. 14. — Cour militaire. Personnel. — Indemnité pour le service du secrétariat de l'auditeur général. Augmentation . . . fr. 500 »

Au chapitre V, Palais de Justice, le budget est en diminution de 27,000 francs sur 1907.

Au chapitre VI, Publications officielles, en prévision des

élections législatives qui écourteront la session parlementaire 1907-1908, on prévoit une diminution dans les frais d'impression des divers documents, Recueils et Annales. de 30,000 francs.

Le chapitre VII, Cultes, est augmenté :

à l'article 28. — Clergé inférieur du culte catholique de fr. 32,000 »

à l'article 32. — Culte israélite de 100 »

L'article 25, Clergé supérieur du culte catholique, est diminué de 1,200 francs.

Soit une augmentation de ce chapitre de 30,900 »

A l'article 34, la charge temporaire comprise dans la somme globale de 25,000 francs est maintenue, en vue du paiement de la seconde annuité de fr. 54,465.59, promis pour la construction d'un temple anglican à Anvers.

CHAPITRE VIII. — BIENFAISANCE.

Les augmentations portent sur les postes suivantes :

Art. 38. — Écoles de bienfaisance de l'État, personnel fr. 37,500 »

Art. 39. — Écoles de bienfaisance de l'État. Elèves mis à la disposition du Gouvernement 25,000 »

Art. 40. — Écoles de bienfaisance de l'État. Matériel. — Bâtiments 3,700 »

Soit une augmentation à ce chapitre de . . fr. 66,200 »

CHAPITRE IX. — PRISON.

Art. 43. — Les frais d'entretien et d'habillement, de couchage et de la nourriture sont augmentés de fr. 50,000 »

Art. 44. — Augmente le salaire des détenus de 25,000 »

Art. 45. — Confection et frais d'habillement et d'équipement des surveillants de 7,000 »

Art. 47. — Traitement des fonctionnaires et employés de . 60,000 »

Art. 49. — Frais d'impression et de bureau de 2,000 »

soit une augmentation globale de fr. 144,000 »

compensée en prévision par une diminution de 100,000 francs sur le crédit prévu par 1907 pour le mobilier : achat, confection et entretien. Bâtiments : entretien et amélioration. Loyer d'immeubles.

Deuxième section. Dépenses exceptionnelles.

CHAPITRE XIII. — SERVICES DIVERS.

Art. 60. — La construction des prisons cellulaires à Aude-
narde et Bruxelles, nécessite une dépense de fr. 300,000 »

Art. 61, 62. — Pour la construction de la maison de

refuge pour femmes à Saint-André-lez-Bruges, les travaux d'agrandissement et d'amélioration aux écoles de Ruysselede. Moll, Saint-Hubert et Ypres

55,000 »

Art. 63 (64 ancien). — Eglise de Notre-Dame, à Laeken

700,000 »

Art. 64 (65 ancien). — Eglise de Saint-Martin, à Arlon.

200,000 »

Art. 65 (68 ancien). — Eglise des SS.-Pierre-et-Paul, à Oostende. Construction, en annexe d'une chapelle funéraire destinée à recevoir le monument élevé à la mémoire de la première reine des Belges

95,000 »

Soit un total de

1,845,000 »

alors que le budget de 1907 prévoyait un total de 1,900,000, soit une diminution de 55,000 francs.

EXAMEN DANS LES SECTIONS.

Nous résumons rapidement les observations formulées par les sections :

1^{re} section. — Un membre demande où en est le projet de loi sur la bienfaisance publique.

Un membre demande ce que le Gouvernement compte faire pour développer l'assistance familiale des aliénés. Un autre quelles sont les réformes générales qu'on veut établir. Un autre voudrait que le Gouvernement détermine les conditions de la séquestration à domicile des indigents en ce qui concerne la participation au fonds commun. Un autre fait observer que la situation des aliénés séquestrés n'est pas réglée par la loi.

Un membre demande que le Gouvernement s'efforce de diminuer les frais de justice.

Un membre parle de l'encombrement des rôles au tribunal de Liège et demande qu'il soit remédié à la situation. Un membre propose d'étendre la compétence des juges de paix au criminel et au civil.

Un membre émet le vœu de voir nommer des juges de paix étrangers au canton. Un autre estime que les juges de paix ne doivent pas se mêler de politique.

2^e section. — Un membre demande où en est le projet du juge unique.

Un membre signale le travail fait dans les établissements de bienfaisance et les dépôts de mendicité comme faisant concurrence au petit commerce; il signale ce qui se fait en France, où le produit du travail est vendu publiquement.

Un membre attire l'attention sur la récidive; il serait utile et nécessaire de faire une loi spéciale.

Un autre membre attire l'attention sur le recrutement de la magistrature; il préconise l'idée d'un examen spécial.

Un membre préconise la justice par correspondance.

Un membre proteste contre l'augmentation du budget des cultes; il dit qu'il n'est pas en rapport avec l'augmentation de la population.

3^e section. — Un membre demande quelles sont les intentions du Gouvernement sur la question de stabilité des emplois dans les administrations de bienfaisance.

Un autre membre demande pourquoi le projet annoncé depuis longtemps sur la réorganisation de la bienfaisance n'a pas été déposé.

Un membre demande quelles mesures le Gouvernement se propose de prendre pour réduire les frais de justice dans les petits procès.

Un autre membre demande un rapport circonstancié sur la façon dont sont tenus les asiles d'aliénés administrés par l'État.

Un membre ne saurait voter les crédits destinés au culte.

Un autre membre critique le caractère partial et politique des nominations.

4^e section. — Un membre demande d'attirer l'attention du Ministre de la Justice sur l'abus fait de la détention préventive.

Un autre membre demande l'augmentation du personnel du tribunal de Mons.

Un membre demande un tribunal pour Alost.

Des membres demandent qu'on se rapproche du juge unique. D'autres membres protestent.

5^e section. — Un membre demande que la section prie le Gouvernement de reprendre un projet, déposé autrefois par M. Colaert, sur les tribunaux de police et le règlement des amendes en cette matière.

Un membre rappelle les observations qu'il a présentées lors de la discussion générale de 1907 sur l'amélioration des locaux du palais de justice de Liège et l'élévation à la 1^{re} classe du tribunal de commerce de Liège.

Un membre réclame l'amélioration de la situation des commis des greffes.

Un membre demande s'il n'y aurait pas lieu de supprimer dans les dossiers les condamnations conditionnelles, lorsqu'elles ne sont pas suivies d'effet, en attirant l'attention sur les instructions ministérielles sur la matière.

6^e section. — La section signale à la section centrale les diverses observations exposées dans le rapport sur le budget de 1907, concernant le régime des aliénés et des vagabonds-mendiants.

Un membre voudrait que les visites particulières aux prisonniers soient facilitées aux membres de la Chambre.

Le Budget a été adopté :

Dans la 1^{re} section, par 9 voix contre 8 et 1 abstention.

— 2 ^e	— 12	— 3 et 1	—
— 3 ^e	— 6	— 5	
— 4 ^e	— 11	— 1	
— 6 ^e	— 15	— 1	

et rejeté dans la 5^e section par 7 voix contre 6.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

L'examen du budget au sein des sections a permis d'attirer l'attention sur les lacunes de la législation, sur les lenteurs de l'administration de la justice, et spécialement sur l'encombrement des rôles des tribunaux.

Le nombre des affaires augmente avec la population. Les transactions se multiplient, les lois votées par la Chambre imposent de nouvelles charges au personnel des tribunaux.

Il suffit de consulter les documents officiels pour constater qu'à tous les points de vue, dans toutes les juridictions l'activité est plus intense, le nombre d'affaires toujours en progression.

Cette situation doit fatalement arrêter la marche régulière de la justice et les inconvénients de cette situation sont trop manifestes pour que la section centrale doive les signaler à nouveau.

La loi du 18 août 1907 enrayera le mal pour certains tribunaux.

Charleroi, Liège, Mons demandent des changements et des augmentations pour arriver à une expédition plus prompte des affaires qui vont tous les ans en augmentant.

Depuis nombre d'années, Alost demande un tribunal.

D'autre part la Chambre est saisie de plusieurs projets de nature à faciliter et à activer la marche de la justice. Le projet de loi sur le juge unique est une nouvelle application des idées auxquelles nous devons la loi de 1891 sur la composition des chambres correctionnelles de la cour.

Dans les sections on a préconisé souvent la simplification des poursuites, en permettant aux prévenus de liquider avant poursuite par correspondance les condamnations pour contraventions reconnues et pour lesquelles, dès lors, la comparution et l'instruction à l'audience ne peuvent être qu'une démarche inutile et une cause de retard. La section centrale se rallie absolument à cette manière de voir.

On a demandé la suppression de la juridiction des cours d'appel en matière électorale et de milice. Un projet de loi de 1878 proposait déjà de déférer les contestations en matière de listes électorales à une magistrature nouvelle qu'il appelait la « cour de revision électorale ».

La proposition de loi de M. Tibbaut (1904), rapportée par M. Mabille et qui a pour objet d'attribuer compétence aux juges de paix, dans toutes les affaires commerciales ne dépassant pas 100 francs, figure toujours à l'ordre du jour de la Chambre.

L'honorable M. Destrée, en 1901, proposait de leur déférer les demandes de pension alimentaire de faible import.

Et pendant que dans le but de décharger les tribunaux de 1^{re} instance, on se retourne vers les juges de paix, ceux-ci, à leur tour, se plaignent de ce que tous les jours ils voient augmenter leurs devoirs. La loi du 24 décembre 1903, sur les accidents du travail, nécessite l'instauration d'un service spécial dans les cantons quelque peu industriels.

Les déclarations d'accident, l'envoi des récépissés au déclarant, les instances préliminaires, les procès-verbaux d'accords occasionnent, avec les compa-

rutions volontaires, des conférences et des écritures qui prennent le temps antérieurement consacré à d'autres devoirs de la charge.

Des considérations d'un caractère plus général nous mèneraient à conclure à la nécessité de réviser méthodiquement le Code de procédure civile. Cette révision permettrait de supprimer quantité de nullités et de moyens qui n'ont qu'un rapport très éloigné avec la bonne administration de la justice... Mais en attendant, c'est dans l'organisation judiciaire, telle qu'elle existe, à trouver ce remède à l'état de choses dont on se plaint.

Une remarque qu'on peut faire, avant toute autre, lorsqu'il s'agit de créer de nouveaux sièges ou d'augmenter le personnel des tribunaux existants, c'est que la solution rapide des affaires judiciaires, tant civiles que correctionnelles, a une influence très appréciable sur l'accroissement des recettes de l'Etat, par les droits d'enregistrement et les amendes dus au Trésor... et diminue donc d'autant les dépenses nécessitées pour l'application des mesures proposées.

Au point de vue des prévenus eux-mêmes, on s'est occupé dans les sections de la récidive et de la condamnation conditionnelle.

Pour le premier point, il est à souhaiter que la Chambre prenne des dispositions pour hâter la discussion du très intéressant projet de loi dont elle est saisie.

Quant à la condamnation conditionnelle, plusieurs membres ont demandé dans la 5^e section s'il n'y aurait pas lieu de supprimer dans les dossiers la mention des condamnations conditionnelles périmées.

La question est délicate et il est difficile de trancher la question dans le sens de l'affirmative. L'esprit de la loi de 1889 nous paraît être, de donner une faveur à celui qui n'a jamais été condamné.

En ne faisant pas mention de la condamnation antérieure, le dossier donne au juge la conviction qu'il se trouve en présence d'un homme vierge de toute condamnation.

Si donc on donnait suite au vœu de la 5^e section, on indiquerait un moyen de délinquer impunément à des périodes déterminées.

Une remarque, quant à l'audition des témoins dans les affaires correctionnelles, devant la cour, paraît devoir attirer l'attention bienveillante des magistrats de la cour.

On fait remarquer que généralement la Cour instruit la cause sur le plumeau de l'audience de 1^{re} instance. Cette règle peut-être admise lorsque la défense n'y voit pas d'inconvénient, il est alors à présumer qu'elle s'en réfère aux déclarations telles qu'elles sont libellées par le greffier audencier.

Mais le droit de faire entendre des témoins devrait toujours rester sauf. C'est, en effet, à la défense à juger si les dépositions écrites rendent la physiologie des débats et, si on peut dire, la photographie de la déposition qu'on invoque contre le prévenu.

La section centrale a enregistré avec satisfaction la promesse du Gouvernement d'améliorer les locaux du Palais de justice de Liège.

En dehors de la question de local approprié à la justice, il s'agit de la

restauration d'un des plus beaux monuments du pays. L'ancien palais des princes-évêques de Liège rappelle les plus belles pages de notre histoire nationale. Son entretien mérite la très intelligente et très large coopération du Gouvernement.

POLICE JUDICIAIRE.

Au point de vue de la police judiciaire, il est manifeste que les critiques qu'on a faites à l'organisation actuelle ont été pleinement justifiées par les événements. Plusieurs crimes commis dans les grands centres sont restés impunis, et il paraît éminemment probable que les auteurs n'ont échappé que grâce à la lenteur des poursuites.

L'abominable crime de la rue Bara a réveillé le souvenir de crimes analogues : Walschaerts, il y a vingt-trois ans, et Van Calek en 1905, malheureusement restés impunis tous les deux.

Ces souvenirs pèsent lourdement sur les imaginations. Plus que jamais on se demande si réellement il n'est pas urgent de modifier complètement les procédés actuels.

Au lendemain du crime de la rue Bara, les journaux annonçaient que la police judiciaire avait visité de fond en comble les bouges et les maisons de logement suspects, et qu'elle avait fait une abondante razzia de gens sans aveu.

Ceci fait-il supposer que le personnel de la police judiciaire n'a ce loisir ou n'est mise en mouvement qu'après un crime constaté? On est en droit de se demander si ces démarches, si ces visites dans les quartiers suspects ne devraient pas être faites continuellement.

Il est évident que les visites ordonnées dans les heures d'affollement qui suivent les crimes ne sauraient donner des résultats complets.

Un journal de Bruxelles fait ces réflexions ironiques mais très judicieuses à propos de l'arrestation du vagabond H..., à Contich, soupçonné un moment d'être l'assassin de la petite Bellot.

On ne tarde pas à le reconnaître innocent du crime, mais on s'aperçoit qu'il est coupable de vagabondage. On ne s'en serait probablement jamais douté sans l'affaire de Cureghem, qui a mis la police en éveil.

Une autre réflexion s'impose ici. La police a visité, par ordre de la magistrature, toutes les maisons de Bruxelles. Elle s'est enquis soigneusement du nombre des manquants qui seraient partis depuis le jour du crime. Elle est allée à tous les foyers, à tous, depuis le fond d'Ixelles jusqu'au fin bout de Koekelberg, depuis les extrêmes frontières de Laeken jusqu'au delà d'Anderslecht. Elle affirme avoir tout vu, tout examiné. Elle est venue chez le magistrat enquêteur et a répondu à ses questions :

- Vous avez tout visité?
- Tout, absolument tout?
- Il ne manquait personne?
- Personne, absolument personne.

Et voilà la justice tranquillisée de ce côté-là, et cherchant ailleurs.

Puis, tout à coup, on apprend qu'un type est arrêté à Contich. Il a quitté son domicile lundi matin, il est un vagabond dangereux. Il répond, à première vue, au signalement.

Cependant il n'avait pas été signalé par la police, il n'était pas poursuivi, il était libre comme l'oiseau dans l'air, et personne n'avait songé à l'inquiéter.

Sans doute habitait-il, pensez-vous, à Neder-over-Hembeek, par delà les frontières laekenoises ou à Forest, ou plus loin ? Pas du tout : il habitait une impasse, à cinquante mètres de l'endroit du crime ; il avait la plus mauvaise réputation. Forcément on devait le soupçonner.

Mais la police qui avait tout vu, tout examiné, tout scruté, qui avait fouillé les maisons de la rue de l'Ermitage à Ixelles et de la rue du Jardinier au bout de Molenbeek, avait oublié de fouiller l'impasse la plus proche, l'endroit, en somme, le plus désigné.

Il est évident que notre intention n'est pas de blâmer ou de critiquer le personnel ; il est certain qu'il a rempli la mission qu'on lui a confiée avec tout le zèle, avec toute l'activité désirables. C'est la manière de procéder qu'il faut changer. Les devoirs de recherche dont nous parlons ne sauraient utilement se faire par la police telle quelle est organisée actuellement : il n'y a pas d'unité de direction, partant pas de célérité.

Au Congrès de l'Union internationale de Droit pénal tenu à Saint-Petersbourg en 1902, on le remarquait avec infiniment de raison :

Depuis bientôt 70 ans, les délinquants montent en chemin de fer, jouent du télégraphe, tandis que la justice s'attarde, impuissante à les poursuivre, dans la « patache » de l'instruction criminelle de 1808 !

Pourquoi ne pas avoir recours comme on le proposait au congrès à des patrouilles permanentes, intelligemment conduites par la police, auxquelles nos garnisons devraient même, au besoin, concourir. Elles neutraliseraient sûrement en peu de temps la nuisance de ces bandes de malfaiteurs, cambrioleurs, rôdeurs, etc., moins nombreux peut-être qu'il ne paraît.

Des registres de population, tenus à jour avec soin et attentivement contrôlés, préviendraient tant de poursuites dirigées au hasard, aboutissant à des non-lieu ou à de regrettables erreurs.

La centralisation de la police paraît donc s'imposer. A côté de la police communale, on devrait avoir un cadre d'agents, qui, sous la direction d'un commissaire de police, nommé à vie, pourrait faire tous les devoirs requis sans être arrêté par les limites d'une commune.

Il suffirait peut-être de mettre à la disposition du parquet de chaque cour d'appel un personnel policier qui n'aurait rien de gouvernemental, et dont la constitution n'empiéterait en rien sur les devoirs de la police communale proprement dite.

Au point de vue de la répression, on a soulevé maintes fois déjà la question de savoir s'il n'est pas indispensable d'immobiliser les chefs de services.

La question du juge d'instruction de carrière est de plus en plus importante. Par sa pratique, il peut obtenir une connaissance approfondie de tous les malfaiteurs sous le régime actuel de ses fonctions ; c'est au moment où il est au courant que des considérations d'avenir l'incitent à les abandonner.

Au point de vue de la police rurale, on est unanimement d'accord à demander une prompte et définitive réorganisation. Les plaintes sont générales et la

plupart absolument justifiées. La situation ne saurait d'ailleurs qu'empirer. Tous les jours de nouveaux devoirs imposés par l'administration centrale distraient les gardes ou policiers de leur occupation principale.

A ce point de vue, la section centrale, attire à nouveau l'attention du Département sur la circulaire du parquet général de Bruxelles, du 13 mars 1903, par laquelle la signification d'un certains nombre d'exploits relatifs aux affaires répressives, confiée jadis exclusivement aux huissiers, est confiée à la police locale.

La légalité de la mesure n'est pas à discuter.

Le parquet général l'a prise de son autorité et dans la plénitude de son droit, conformément à l'article 16 de la loi de 1849, et dans le but de diminuer les frais de justice.

Mais à la Chambre et au Sénat, on a fait valoir contre cette circulaire, outre les nombreuses nullités de procédure, la situation pénible de certains huissiers à qui on enlevait ainsi une partie de leurs ressources. Nous estimons que le grief principal qu'on peut faire à la circulaire c'est qu'elle distraie les membres de la police locale de la partie essentielle de leur mission. Ce point seul, à défaut de tous autres, suffirait, nous semble-t-il, pour demander le retrait de la mesure.

Il est impossible de parler de la poursuite des délinquants sans attirer l'attention sur les méthodes d'identification judiciaire et leurs applications rationnelles. Elles sont intimement liées à la question si intéressante de la récidive. On l'a dit avec infiniment de raison : L'intérêt de la société et de la justice à connaître l'identité d'un récidiviste arrêté en donnant un faux état civil, croît proportionnellement avec l'intérêt qu'a celui-ci à ne pas se faire connaître.

Le service que rendrait un service d'anthropométrie organisé à Bruxelles ne sont pas contestés, ils ne sauraient l'être.

On craint jusqu'à présent les difficultés, les frais d'organisation.

Ceci résulte de la réponse à une question posée par la Section centrale de 1903 qui déjà s'était occupée de la question :

« Dans l'état actuel de la législation, fut-il répondu, les juges d'instruction » ont la faculté de faire procéder, sur les prévenus, à des mensurations » suivant le système de M. Bertillon.

» Cette opération peut présenter parfois quelque utilité dans les cas où un » prévenu chercherait à dissimuler son identité, en permettant au juge d'in- » struction de faire faire des recherches dans les casiers existants à l'étranger.

» Mais la création en Belgique d'un casier organisé suivant le système de » M. Bertillon nécessiterait l'adoption d'une mesure générale prescrivant » la mensuration obligatoire de nombreuses catégories de prévenus et de » condamnés, partant l'établissement dans nos prisons d'un service entière- » ment nouveau, complexe et coûteux.

» Il n'a pas été démontré jusqu'ici que les avantages à retirer de l'orga- » nisation de ce service nouveau compenseraient les devoirs qu'il impose- » rait à l'administration et les charges dont il grèverait le Trésor public. »

Le doute sur les avantages des systèmes actuellement appliqués peut-il être raisonnablement émis en 1908 ? Nous ne le pensons pas.

Comme le disait M. de Ryckere au troisième congrès d'anthropologie :

« La méthode signalétique de M. Bertillon a un objet plus vaste que la simple reconnaissance de l'identité des malfaiteurs qui cachent leur véritable état civil. Elle tend à fixer la personnalité humaine, à donner à chaque être humain une identité, une individualité certaine, durable, invariable, toujours reconnaissable et facilement démontrable. »

Au point de vue judiciaire, l'utilité des signalements méthodiques et scientifiques est reconnue. Tous les pays, la Belgique et l'Italie exceptées, ont un service officiel d'identification.

Il est, de plus, intéressant de constater que l'on attend encore actuellement en France la première fausse identification, et qu'immanquablement, l'exactitude des identifications anthropométriques a été confirmée par les décisions ultérieures de la justice.

Le nombre minime — 4 en 1902 — d'identifications manquées, c'est-à-dire d'individus mesurés antérieurement et dont la fiche n'a pas été retrouvée lors d'un second passage au service, est dû soit à l'inexactitude d'un signalement pris par un agent novice, soit à la négligence apportée aux recherches...

Ces chiffres sont suggestifs, surtout lorsqu'on tient compte de ce fait qu'ils portent sur un total de 218,495 signalements pris à Paris et de 70,969 communiqués par les départements et les centrales.

La perfection de la méthode actuelle de Bertillon augmentée de sa partie dactyloscopique est donc prouvée par les résultats constatés; elle n'a jamais donné lieu à aucune erreur judiciaire.

Il paraît donc qu'il est temps pour la Belgique d'avoir son organisation propre, et qu'il ne saurait suffire au juge d'instruction de n'avoir d'autre ressource à ce point de vue que de faire des recherches dans les casiers existant à l'étranger.

D'ailleurs, l'organisation d'un système de mensuration ne serait ni difficile ni bien coûteux.

A l'appui de cette opinion, la section centrale soumet à la Chambre et au Gouvernement un système d'organisation et un projet de budget dont les données sont prises dans l'organisation qui fonctionne d'une manière plutôt officieuse au Palais de Justice à Bruxelles.

Au Palais de Justice de Bruxelles siègerait le service central d'identité judiciaire, où toutes les fiches anthropométriques prises en Belgique seraient réunies; service qui serait seul chargé des reconnaissances et des identifications judiciaires et qui aurait seul le droit de correspondre officiellement avec les services centraux d'identification de l'étranger.

A ce service central seraient formés les répertoires spéciaux, anthropométriques, alphabétiques et photographiques de tous les individus mesurés en Belgique, et toutes les fiches anthropométriques provenant de l'étranger y seraient adressées.

Un cours d'anthropométrie et de portrait parlé y serait donné, cours qui serait suivi, dans les plus larges limites possibles, par tous les agents qui contribuent à l'exécution des arrestations ordonnées par la justice, afin qu'ils

puissent y puiser les éléments de reconnaissance fournis par un signalement anthropométrique ou une photographie signalétique, ce qui faciliterait pour eux l'exécution du devoir qui leur est prescrit.

Outre l'installation anthropométrique et photographique du service central de Bruxelles, des appareils de photographie anthropométrique seraient installés aux prisons de Liège, Gand, Anvers (Bruges ou Mons, s'il y a lieu). Les individus seraient mesurés et photographiés à ces sièges par un membre du personnel des prisons; les clichés photographiques qui peuvent être envoyés chargés par le bureau central de Bruxelles seraient renvoyés à ce service central après avoir été utilisés, pour y être classés dans le répertoire spécial.

Des installations anthropométriques seules seraient établies dans les autres prisons de l'État et les dépôts de mendicité.

Des gardiens de prison, comme cela se fait en France, par raison d'économie, qui auraient, au préalable, suivi le cours du service central de Bruxelles et auraient acquis un certificat constatant leur capacité *ad hoc*, prendraient les mensurations des détenus et leur portrait parlé, ce dernier élément remplaçant la photographie.

La mensuration des femmes serait basée, comme en France, sur des mesures prises à la face et aux mains.

Le décret du 25 novembre 1893 règle actuellement les services d'identité judiciaire en France.

Aux termes de ce décret seront anthropométrés tous les individus arrêtés. Seront cependant exemptés, sur leur demande, de la formalité anthropométrique, tous les sujets arrêtés pour adultère, contraventions de police, amendes impayées, etc., qui, étant de nationalité française, seront, ou nés dans le département de la Seine, ou détenteurs de papiers susceptibles de prouver manifestement leur identité.

Sont donc évidemment compris parmi les individus soumis à la formalité anthropométrique, ceux qui sont arrêtés du chef de vagabondage.

En prenant pour base de l'organisation nouvelle les considérations qui précèdent, il est permis d'évaluer le budget annuel d'un service d'identité judiciaire, fonctionnant dans toute la Belgique, à la somme de 25,000 francs, dont les détails sont consignés dans le tableau suivant :

40 individus photographiés par jour, à raison de 50 centimes, soit 20 francs par jour et, annuellement	fr.	7,500	»
69 individus mesurés par jour, soit 25,000 fiches, chacun d'eux nécessitant l'emploi de trois fiches, soit 75,000 fiches à raison de 20 francs le mille.		1,500	»
Frais de bureau, correspondance		200	»
4 employés au service central de Bruxelles		6,000	»
M. Gillet, sous-chef du service		4,000	»
Le chef de service		6,000	»
	Fr.	25,000	»

Les chiffres servant de base au nombre d'opérations quotidiennes sont empruntés au budget du service de Paris et du département de la Seine.

Budget d'installation.

4 appareils photographiques	6,000 »
Environ trente séries d'instruments anthropométriques . .	3,000 »
Installations diverses en dehors de Bruxelles	1,000 »
Installation du service central de Bruxelles.	
Installation du cours d'anthropométrie.	

Nous pouvons conclure avec le Dr Maurice de Laveleye :

Il est à souhaiter, tant au point de vue de notre organisation judiciaire qu'au point de vue de notre amour-propre national et du bon renom que notre intellectualité a conquise à l'étranger, que cette lacune soit comblée et que le prochain travail sur l'identification internationale puisse mentionner, en toute vérité, que la Belgique possède un service d'identification judiciaire officiel à la hauteur de la science moderne.

ORDRE JUDICIAIRE. — PERSONNEL.

La section centrale a été saisie d'une demande de l'Association des greffiers-adjoints des tribunaux de première instance du Royaume, qui exprime le vœu de voir allouer aux greffiers des cours et tribunaux le bénéfice des dispositions des articles 9 et suivants de la loi du 25 juillet 1867, concernant les pensions.

La loi du 25 juillet 1867, après avoir, en son article 1^{er}, édicté, au point de vue de l'âge de la mise à la retraite d'office, une règle commune aux magistrats et aux greffiers, organise dans les articles 9 et suivants des dispositions pour les bases et le taux de la pension des *seuls* magistrats.

Les greffiers se voient donc appliquer les rigueurs de la loi de 1867 sans jouir des privilèges octroyés par cette loi.

Il y a plus : il résulte de la combinaison des dispositions de la loi générale du 21 juillet 1844 et de l'article 1 de la loi du 25 juillet 1867 que les greffiers sont mis à la retraite à l'âge fixé par la loi sans avoir un droit *absolu* à la pension, puisque la loi de 1844 ne leur donne ce droit que si, par suite d'accidents en service, ils sont hors d'état de continuer leurs fonctions, à moins qu'ils n'aient trente années de service.

Et cependant ils participent avec les magistrats à la même caisse des veuves et orphelins, et cela dans une proportion peut-être supérieure, puisque la modicité de leur traitement ne permet pas de leur appliquer la disposition qui exonère de toute retenue une partie des gros traitements, en portant à 500 francs le maximum de la contribution à cette caisse.

La demande paraît donc justifiée et la section centrale insiste avec eux pour que le législateur de 1908 répare ce qui a pu être un oubli dans la loi de 1867.

*
* *

Par plusieurs requêtes les greffiers-adjoints de cour d'appel, non docteurs en droit, se sont adressés aux Chambres législatives, afin d'obtenir la recon-

naissance de leur assimilation intégrale avec les greffiers de 1^{re} instance de 2^e classe.

Le 11 avril 1906, la Chambre rejeta par 63 voix contre 50 un amendement tendant à les assimiler.

Les cinq intéressés reproduisent leurs réclamations.

Le rapporteur du budget de 1903, l'honorable M. Van der Linden, disait : A voir le texte de la loi de 1903, notamment dans ses articles 1 et 9, la section estime que celle-ci est d'application générale, et que, d'après son esprit, les intéressés seront appelés à en bénéficier si elle est pour eux plus avantageux que la loi de 1902. Il y aurait donc lieu de porter, de ce chef, au budget un crédit supplémentaire.

La section centrale pour le budget de 1908 ne saurait que se rallier à cet avis. Elle est d'avis que le fait de n'être pas docteur en droit ne peut leur être porté à grief. Elle estime, d'autre part, que leur situation ne doit en aucun cas dépasser celle de leurs collègues, docteur en droit.

La question des employés des greffes et des commis du parquet revient régulièrement depuis quelques années, et les mesures prises ne paraissent pas donner satisfaction aux intéressés. La section centrale s'en réfère aux considérations émises par le rapporteur pour 1907.

Dans une note adressée aux membres de la Chambre et du Sénat, et concernant les revendications des employés des greffes, ceux-ci, comparent leur situation aux employés des parquets, telle qu'elle résulte de l'arrêté ministériel du 28 septembre 1903.

Ils estiment qu'ils ont droit aux mêmes satisfactions. Dans leurs conclusions, défendues d'ailleurs dans les sections, ils nous disent que :

Le traitement des employés des parquets est, par suite de la suppression du maximum, augmenté régulièrement tous les trois ans de 200 francs jusqu'à la limite d'âge.

Au contraire le traitement des employés des greffes est irrégulièrement augmenté d'abord de 500 francs en cinq ans, puis après chaque intervalle de deux ans, tantôt de 200 francs, tantôt de 100 francs, jusqu'aux maximums de 2,000 francs et 2,500 francs et reste ensuite stationnaire jusqu'à la limite d'âge, sauf l'augmentation unique après vingt-cinq années de service et 50 ans d'âge !

Les employés des greffes sollicitent donc l'élévation des traitements initiaux, l'établissement d'augmentations périodiques régulières (de 200 francs tous les trois ans comme leurs collègues les employés des parquets), et la suppression du maximum, qui les arrête actuellement pour toujours : maximum qui a été successivement supprimé pour les juges de paix, greffiers, greffiers-adjoints et employés des parquets.

Le nouvel arrêté de M. le ministre Renkin du 5 septembre 1907 n'améliore pas la situation à ce point de vue.

S'il est vrai que le traitement initial a été élevé de 1,000 à 1,200 francs et le maximum supprimé, leur augmentation périodique est de beaucoup moindre que celle des employés du parquet. Pour chaque période de six années l'employé du parquet se voit augmenté de 400 francs, alors que l'employé du greffe ne sera augmenté que de 300 francs.

Les employés des greffes demandent donc leur assimilation avec les commis des parquets. Or, ceux-ci font valoir des considérations très sérieuses contre le dernier arrêté qui règle leur situation.

Pour arriver à une solution qui mette fin aux réclamations légitimes des employés des greffes et des parquets, il est intéressant d'établir leur situation actuelle.

A. *Commis des parquets.* — Par arrêté ministériel du 30 septembre 1903 les traitements des commis des parquets furent fixés comme suit :

ARTICLE PREMIER.

Il y a dans les parquets des cours de cassation et d'appel et des tribunaux de première instance, indépendamment des secrétaires, un ou plusieurs employés portant le titre de commis-chef ou de commis.

Dans chaque parquet, le nombre des commis-chefs ne peut excéder le tiers de celui des commis.

ART. 2.

Les traitements sont fixés comme suit :

Cours de cassation et d'appel.

Secrétaires.	fr.	4,500
Commis-chefs.	»	2,500
Commis	»	1,600

Tribunaux de 1^{re} instance.

Tribunaux de 1 ^{re} classe : secrétaire.	fr.	4,000
— 2 ^e — —	»	3,600
— 3 ^e — —	»	3,200
Commis-chefs.	»	2,000
Commis	»	1,200

ART. 3.

Il peut être accordé une augmentation de traitement de 300 francs aux secrétaires des parquets des cours de cassation et d'appel et des tribunaux de première instance, après chaque période de cinq années d'exercice de leurs fonctions dans un ou plusieurs sièges de ces juridictions.

De 200 francs aux commis-chefs et aux commis dans les parquets des cours de cassation et d'appel et des tribunaux de première instance, après chaque période de trois années de fonctions effectives dans un ou plusieurs sièges de ces juridictions.

Il ne sera pas tenu compte du temps pendant lequel l'intéressé n'aura pas joui de son traitement ni des services rendus avant l'âge de 21 ans par les secrétaires et avant celui de 18 ans par les commis-chefs et les commis.

Il n'est pas sans intérêt de comparer le texte de cette circulaire et ses

résultats au projet de loi proposé par MM. De Jaer et Harmignies, et discuté dans la séance de 1903 (29 juillet).

Ce projet établissait un traitement minimum et maximum pour les secrétaires des tribunaux :

1 ^{re} classe	3,600-4,800
2 ^e —	3,400-4,600
3 ^e —	3,200-4,400

Commis :

1 ^{re} classe	1,400-3,200
2 ^e —	1,300-3,100
4 ^e —	1,200-3,000

Le taux maximum pouvait être augmenté de un cinquième après vingt-cinq années de services et à 50 ans d'âge. Les augmentations étaient de 300 francs tous les trois ans.

M. le Ministre de la Justice combattit le projet *parce qu'il n'était pas assez favorable aux intéressés.*

Je m'engage, disait-il, à faire mieux que ce que l'on me demande pour les employés des parquets : je ne puis me rallier à la proposition parce qu'elle amoindrit la situation des employés qu'il s'agit précisément d'avantager. Je leur offre un cadeau supérieur.

La circulaire de septembre est donc inspirée par les meilleurs intentions. Mais elle n'a pas rempli le but, puisque, en réalité, elle a favorisé quelques-uns; elle a plutôt nui à la grande majorité.

Sous le régime antérieur (arrêté ministériel du 22 janvier 1892), les appointements des commis étaient fixés à 1,200 francs avec un maximum de 2,800 francs.

Mais ce taux maximum *pouvait* être augmenté de un cinquième après vingt-cinq années de services et à 50 ans d'âge.

Les augmentations n'étaient pas fixées, il est vrai; mais, en général, les commis obtenaient une augmentation de 200 francs tous les deux ou trois ans.

Sous ce régime, un commis, nommé à 23 ans, pourrait à l'âge de 50 ans jouir d'un traitement de 3,360 francs.

Sous le régime de la circulaire de 1903, le même commis n'aurait à 50 ans qu'un appointement de 3,000 francs.

Il est vrai que par la suppression du maximum, l'intéressé pourra arriver à un traitement plus élevé, mais ce ne sera qu'après qu'il aura atteint l'âge de 64 ans.

La perte ne saurait donc être compensée.

L'effet favorable de la circulaire est la création de quelques commis-chef, mais ce sont des exceptions.

Sur 12 employés du parquet de Bruxelles, 3 ont été nommés commis-chefs.

— 8 —	— Anvers, 2 —
— 6 —	— Liège, 1 —
— 6 —	— Gand, 1 —

Sur 12 employés du parquet de Bruxelles, 3 ont été nommés commis-chefs.

— 4 —	—	Bruges, 1	—	—
— 8 —	—	Charleroi, 1	—	—
— 4 —	—	Courtrai, 1	—	—
— 5 —	—	Mons, 1	—	—

soit, sur un total de 84 commis, 12 auront bénéficié d'une situation qui, dans l'idée du Ministre, aurait été favorable à tous.

Il est donc manifeste que les résultats n'ont pas été ceux que promettait l'honorable Ministre.

Sur 84 employés du parquet, 12 auront trouvé un certain avantage, 72 ont vu leur situation plutôt amoindrie.

Il semble donc qu'on doive revenir aux principes du projet de loi Dejaer-Harmignies ou tout au moins adopter une solution intermédiaire qui consisterait à maintenir le minimum actuel des commis de 1^{re} instance, soit 1200 francs, mais en accordant des augmentations de 200 francs tous les deux ans pendant les dix premières années. Avec ce système l'employé méritant aurait une situation, à l'âge ou généralement les charges de famille sont les plus grandes. Après ce terme de dix ans, les augmentations triennales de 200 francs sans maximum seraient acquies en vertu de l'arrêté de 1903.

Quant à la disposition concernant les commis-chefs, on devrait la modifier de façon à faire profiter de la mesure favorable, même les parquets qui comptent moins de 4 employés, car c'est le grand nombre.

Pour ceux-là, on devrait leur accorder, après un certain nombre d'années de bons services, sinon le titre, du moins le traitement de commis-chef.

La proposition de loi dont la Chambre a été saisie le 20 décembre 1905 demande l'élévation des traitements initiaux, l'établissement d'augmentations périodiques régulières, pour arriver à un maximum qui, lui aussi, serait élevé en faveur des tributaires ayant un certain nombre d'années de grade.

Nous, croyons qu'il serait utile, en attendant le vote de cette loi, que la situation soit fixée définitivement par un arrêté ministériel qui mettrait fin aux hésitations et à l'inégalité dont se plaignent avec raison les employés du greffe.

Devant la Chambre, le 11 avril 1906, et devant le Sénat, le 10 mai 1906, M. Van den Heuvel prit l'engagement de régulariser le sort des employés des greffes en prenant un nouvel arrêté organique.

La section centrale rappelle cette promesse et demande qu'on solutionne la question. Qu'on mette sur le même pied les deux catégories d'employés, en traitant de même les commis du parquet et les employés du greffe.

La circulaire ministérielle du 30 septembre 1903 décide que les employés des parquets doivent réunir les mêmes conditions d'âge et de capacité que les employés des greffes.

Le travail qu'on exige d'eux est de même durée, de même importance.

Qu'à tous on donne une position meilleure et plus stable, mais égale, puisqu'ils ont les mêmes attributions.

La question a été assez souvent soulevée et discutée pour qu'on puisse

trouver les bases d'une réglementation définitive. Quant à la stabilité résultant de la nomination par arrêté ministérielle, la section centrale se rallierait à cette demande, si, pour sauvegarder la responsabilité, cette nomination devait se faire sur liste au moins double de candidats proposés par le chef de service.

Cultes.

Au chapitre des cultes, certains membres ont attiré l'attention sur la situation des communes sises dans des provinces dont les conseils provinciaux refusent systématiquement tout subside aux édifices du culte.

Le subside de l'État étant proportionné au subside de la province, ces communes par le fait même paraissent privées de toute intervention gouvernementale. La section centrale de 1907 s'était occupée de cette question, elle se pose de nouveau pour 1908.

Il résulte de renseignements que l'honorable chef du Département donnait en 1907 à la section centrale, que dans l'octroi des subsides aux communes pour l'érection des édifices des cultes, le Gouvernement tient compte de ces deux règles :

Première règle : Le Gouvernement subsidie la construction et la restauration des édifices des cultes.

Il subsidie de même le placement des vitraux et du mobilier.

Deuxième règle : La quotité d'intervention du Gouvernement est fixée comme suit :

En règle : Le Gouvernement donne un subside, dont le total ne peut être supérieur ni au sixième du chiffre de l'adjudication ni au chiffre du subside provincial.

Par exception dans les provinces où, en principe, tout subside quelconque est refusé par la province, le Gouvernement ne refuse pas son subside et ne connaît que la limite du sixième de l'adjudication. Il importe de savoir si le Gouvernement maintient cette jurisprudence, qui paraît conforme aux règles de la justice distributive. Aller plus loin et demander que le Gouvernement intervienne en lieu et place des provinces qui ne subsidient pas, ce serait plutôt encourager dans une certaine mesure les provinces qui refusent d'intervenir.

La circulaire du 9 juin 1906. Le Ministre de la Justice, concernant les stipulations à inscrire dans les cahiers des charges des ventes d'immeubles, dans lesquelles sont intéressés les mineurs et d'autres incapables, a fait l'objet de nombreuses critiques.

Les circulaires des 16 janvier 1895, 23 mars et 28 avril 1896, 18 janvier et 16 mars 1899, ont invité MM. les officiers du ministère public à requérir l'insertion de la clause suivante :

« Indépendamment du prix d'adjudication, les adjudicataires paieront aux vendeurs un tantième pour cent sur le prix d'adjudication et sur les charges qui en font partie, et ce pour tous frais, y compris ceux de l'acte de quittance.

» Toutefois, au cas où il y aurait lieu à l'application d'une disposition légale portant exemption ou réduction de droits fiscaux en faveur de l'acquéreur, le tantième à payer par ce dernier, pour les frais, sera réduit conformément à cette disposition. »

Avant la loi du 13 mai 1905, le droit d'enregistrement dû sur l'acquisition de parts et portions indivises, était mis à charge du colicitant acquéreur parce que au regard du droit fiscal la licitation restait considérée comme une vente.

Depuis la loi de 1905, la vente sur livraison à un copropriétaire cesse d'être envisagée par la loi fiscale autrement qu'elle ne l'est par la loi civile. Sous l'une et l'autre, cette vente n'est que déclarative de la propriété dans le chef du colicitant acquéreur. Celui-ci n'a donc personnellement aucun droit à supporter.

Comme conséquence de ses principes, l'honorable Ministre de la Justice demanda que dans les cahiers des charges concernant les licitations, on ajoutât la stipulation qu' « en cas d'adjudication à un colicitant, aucun tantième ne sera payé par celui-ci. »

C'est contre cette clause que plusieurs critiques se sont élevées. Plusieurs tribunaux, notamment : Bruxelles, par jugement du 24 août 1906 ; Dinant, 3 janvier 1907 ; Anvers, 19 décembre 1906 ; Malines, 21 novembre 1906, ont refusé d'ordonner l'insertion.

Le principal argument invoqué contre la circulaire est que la clause proposée par la circulaire ministérielle peut amener des résultats fâcheux directement contraires au but poursuivi par les vendeurs, en ce sens qu'elle peut avoir pour conséquence de diminuer la masse partageable. Dans son jugement du 24 août 1906, le tribunal de Bruxelles constate que l'application de la clause ministérielle peut amener « la lésion, non de simples intérêts, mais de droits véritables », et, par jugement du 14 septembre 1906, il fait remarquer que les mineurs : peuvent se trouver en présence d'un colicitant majeur à qui aucun tiers ne viendra disputer le bien exposé en vente, et ils pourraient éventuellement en éprouver un préjudice double : voir le bien adjudgé à un prix peu élevé, même en dessous de sa valeur, et devoir encore contribuer aux frais de la licitation : ils peuvent se trouver en présence d'un colicitant majeur à qui un tiers disputera le bien licité : si le dernier enchérisseur est le colicitant, ils éprouveront certainement un préjudice (la contribution aux frais) qu'ils n'auraient pas éprouvé si le tiers avait été déclaré adjudicataire : il pourra en être ainsi d'autant plus facilement que les mineurs ne pourront pousser les enchères, leurs représentants légaux n'osant engager leurs deniers dans un placement qui pourrait être désavantageux, sinon dangereux. Ces conséquences ont été soulignées par un jugement du 17 avril 1907 du tribunal de Hasselt. (*Bel. Jud.*, p. 572.)

« Malgré la circulaire ministérielle du 9 juin 1906, qui en recommande » l'insertion, ne peut être admise dans le cahier des charges de la vente d'im-
» meubles appartenant indivisément à des mineurs, une clause aux termes
» de laquelle, en cas d'adjudication à un colicitant, aucun tantième des frais
» de l'adjudication ne devra être payé par lui.

» Elle est de nature à causer préjudice aux mineurs, tandis qu'une stipulation, qui met indistinctement les frais à charge de l'acquéreur, qu'il soit colicitant ou non, leur est favorable.

» Elle ne pourrait leur être avantageuse que dans le cas, extrêmement rare, où leur tuteur se rendrait adjudicataire pour eux.

» La conception de la susdite circulaire heurte une pratique antérieurement parfaitement légale et sur laquelle sa supériorité ne s'impose à aucun point de vue. »

Un arrêt de la cour de Gand, du 3 janvier 1907, seule autorité qui, croyons nous, se soit prononcée en faveur de la circulaire, ne nous paraît pas avoir rencontré les arguments de fait et de droit qu'on lui a opposés.

Nous croyons donc devoir attirer l'attention de l'honorable chef du Département et l'engager à retirer une circulaire dont le but était de favoriser les mineurs, mais dont les conséquences vont à l'encontre des intérêts qu'on doit sauvegarder au-dessus de tous autres.

Bienfaisance.

La réforme de la bienfaisance publique continue à préoccuper les membres de la législature.

Dans les sections on s'est principalement attaché aux importantes questions qui ont rapport à la sauvegarde des droits des aliénés, et au régime des colonies de bienfaisance (1).

Depuis des années, plusieurs membres, tant du Sénat que de la Chambre, préconisent pour les aliénés le régime familial des colonies libres. D'accord en cela avec les savants et les spécialistes, ils estiment que ce régime est infiniment préférable au système de l'internement et qu'il serait désirable que le Gouvernement encourage de toutes façons les institutions qui, comme Gheel et Lierneux, sont aménagées de façon à laisser aux malheureux la plus grande somme de liberté en leur laissant tous les bienfaits de la vie de famille.

C'est évidemment une question de mesure, et la destination à donner au malheureux aliéné ne peut être tranchée qu'après un examen ou une observation sérieuse; mais il est incontestable que dans notre pays comme dans tous les pays voisins, il y a un mouvement pour l'introduction d'un système qui fournit à l'aliéné tranquille, autant que possible, une liberté relative sous formes de services, de l'exercice de certains travaux agricoles ou professionnels en dehors de l'asile et des occupations à l'intérieur. L'internement comme mesure générale serait définitivement condamné. Le *no-restraint* ou l'*Open deur* est recommandé, en principe, avant tout autre.

La réponse du Gouvernement à la question posée par la section centrale de 1907 montre qu'il est disposé à marcher dans cette voie et nous ne pouvons que l'en féliciter.

(1) On fait remarquer que dans certains établissements fermés tout est sacrifié au bien-être et au confort des pensionnaires payants. La section centrale en l'absence de toute espèce de moyen de contrôle ne peut qu'attirer l'attention du Gouvernement sur cette situation qui peut n'être qu'une conséquence du régime même de l'internement.

Voici cette question avec la réponse :

QUESTION.

La section centrale désirerait savoir s'il entre dans les intentions du Gouvernement de prendre des mesures :

1° en vue de développer l'assistance familiale des aliénés.

2° en vue d'améliorer l'assistance médicale dans les asiles d'aliénés.

RÉPONSE A LA QUESTION CONCERNANT L'ASSISTANCE FAMILIALE.

Depuis plusieurs années, le Gouvernement s'est préoccupé d'assurer les avantages de l'assistance familiale au plus grand nombre possible d'aliénés susceptibles d'être traités par ce régime.

A cette fin, il a, notamment le 11 décembre 1896, invité, par voie de circulaire, les médecins des asiles fermés à consigner sur leurs registres, après une période d'observation d'un mois, leur avis sur le point de savoir si les malades confiés à leurs soins se trouvent dans les conditions voulues pour être transférés dans une colonie, et, le cas échéant, à intervenir auprès des autorités compétentes pour provoquer le transfèrement.

Il a également, les 20 juillet et 16 octobre 1897, invité les députations permanentes à faire transférer à Gheel ou à Lierneux un certain nombre d'aliénés qui lui avaient été signalés comme aptes à la vie familiale.

Le Gouvernement se propose d'insister encore dans le sens de ses instructions antérieures. Il a fait mettre à l'étude les mesures à adopter pour faire mieux apprécier les avantages de l'assistance familiale et pour faire connaître davantage, à l'étranger comme en Belgique, les colonies de Gheel et de Lierneux.

Enfin, dans la pensée de favoriser le progrès de la science moderne, il s'est toujours montré disposé à favoriser par des subsides particuliers l'installation dans les établissements d'aliénés de laboratoires scientifiques.

Le nombre toujours croissant des internés dans les colonies de bienfaisance fait naturellement surgir, en tout premier lieu, la préoccupation de donner du travail à ceux que le malheur ou le vice ont conduit dans les divers établissements.

Plusieurs fois, on a réclamé contre les travaux multiples dont s'occuperaient les reclus au grand dam des travailleurs de l'industrie libre. On ne peut oublier, cependant, que le travail est l'élément moralisateur par excellence, qu'on ne saurait, sans compromettre l'amendement des colons, laisser tous ces hommes dans l'oisiveté.

C'est en tenant compte de ces éléments que le Gouvernement a formulé, en 1901, en réponse à une question de la section centrale, les principes qui doivent être appliqués en la matière.

« En ce qui concerne l'organisation du travail dans les prisons, l'administration pénitentiaire a un double devoir à remplir.

» Elle doit d'abord fournir des occupations aux détenus et veiller ensuite à ce que les objets produits par la main-d'œuvre pénale ne soient pas, à quantité et à qualité égales, livrés à des prix inférieurs à ceux de l'industrie libre. »

Moyennant cette condition, le travail des prisonniers ne peut exercer aucune action déprimante sur les prix et, partant, faire à l'industrie libre une concurrence dont celle-ci soit en droit de se plaindre. Dans une section on a préconisé, à tort nous semble-t-il, le système français qui consiste à faire vendre publiquement le produit du travail des détenus. Celui qui achève à bas prix pourra faire une concurrence désastreuse aux fabricants de produits similaires, alors qu'en maintenant les prix de l'industrie libre, on respecte les droits de tous les producteurs des mêmes objets.

Mais s'il est vrai de dire qu'il est nécessaire de procurer du travail aux internés dans les colonies agricoles, la progression toujours constante des mendiants et vagabonds internés permet de se demander si la loi de 1891 a bien rempli son but ou si son application laisse à désirer.

Dans la section centrale, chargée d'examiner le budget de la justice en 1903, nous formulâmes les observations qu'il est peut-être bon de rappeler ici :

« Un membre attire l'attention sur l'application de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité.

» Les juges de paix, en général, ne tiennent pas assez compte des antécédents, de l'âge et du genre de vie de ceux qu'ils mettent à la disposition du Gouvernement.

» L'article 15 de la loi de 1891 permet aux juges de paix d'enfermer dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession.

» Or, on peut affirmer que, parmi ceux qui sont enfermés dans le dépôt de mendicité, beaucoup ne sont pas mendiants de profession. Ceux-là auraient dû être envoyés aux maisons de refuge.

» On ne conçoit pas qu'un homme sans aucun antécédent judiciaire, par ce fait seul d'avoir été un moment sans ressources et sans travail, puisse être condamné à une peine qui, à certains égards, est plus pénible et plus déshonorante que n'importe quelle peine d'emprisonnement ordinaire.

» Certes, la position du juge est parfois délicate. Le principe constitutionnel de l'article 7 l'oblige à statuer au plus tard dans les vingt-quatre heures, et les renseignements nécessaires pour juger en connaissance de cause lui font souvent défaut — il devra donc condamner ou relâcher l'individu arrêté. — Dans le doute sur les antécédents, l'envoi dans la maison de refuge devrait être la règle.

» Il est bien vrai que l'article 18 de la loi donne au Ministre de la Justice le droit le plus étendu pour la mise en liberté de l'individu dont l'internement n'est plus jugé nécessaire — mais il est à remarquer que cette mesure de clémence n'en laisse pas moins subsister la tare de la condamnation — et l'on sait que la marque bien souvent indélébile du passage par les colonies

enlève à celui qui en est frappé la possibilité de trouver dorénavant de l'ouvrage.

» Le remède à ce mal se trouverait dans un organisme intermédiaire entre l'autorité qui met à la disposition du Gouvernement et le juge qui détermine la durée de la peine.

» Cet organisme n'existant pas, il y a lieu d'avoir plus souvent recours à la maison de refuge pour ceux dont le passé est vierge de toute condamnation.

Les faits sont restés les mêmes. Le moyen de remédier aux abus ne peut se trouver que dans la manière de classer les délinquants.

Ce que nous disions en 1903 reste vrai en 1907. Certains juges de paix continuent à ne pas tenir compte des différences essentielles que la loi établit entre les refuges et les dépôts.

Un organisme intermédiaire qui ferait le classement définitif s'impose.

Ceux qui se sont occupés de patronage réclament, depuis des années, le juge spécial.

La loi de 1891 s'applique non seulement aux mendiants professionnels, aux vagabonds révoltés contre le travail, mais aussi aux malheureux, aux vaincus dans la lutte pour la vie, aux victimes du chômage, des grèves, de l'instabilité de certaines professions et même aux victimes de la maladie, aux faibles, aux incapables.

On doit trouver le moyen de contrôler efficacement les dires du vagabond et du mendiant; on doit être édifié sur le caractère réel du prévenu, pouvoir tenir compte des antécédents, des circonstances du fait nouveau.

Sous le régime actuel le juge doit ou statuer immédiatement sur le sort de la personne amenée devant lui, ou, s'il n'a pas ses apaisements, mettre la personne en liberté et surseoir.

Les deux solutions ont leurs inconvénients. Dans le plus grand nombre de cas, le juge statue immédiatement : souvent les personnes arrêtées avouent l'état de vagabondage ou le fait de mendicité. Le juge est déterminé par le rapport de police fatalement incomplet sur les circonstances qui ont déterminé le vagabondage ou la mendicité.

A moins de mettre l'individu en liberté, le juge ne peut en général que réunir rapidement de très sommaires renseignements. Par exemple, pour une personne arrêtée dans une commune rurale, comment savoir en vingt-quatre heures, si, comme elle le prétend, elle a été malade pendant des semaines, incapable de tout travail, qu'il y a quelques jours elle sortait de l'hôpital, qu'elle s'est mise en route pour chercher du travail.

Le juge de paix ne saurait avoir les renseignements précis.

Au-dessus ou à côté du juge de paix il faudrait le juge spécial.

Le juge de paix, appelé à statuer sur le sort d'un individu trouvé en état de vagabondage ou de mendicité, ne décidera plus si cet individu sera envoyé dans une maison de refuge ou dans un dépôt de mendicité ni pour quel délai.

Il se contentera de constater le fait de vagabondage ou de mendicité et de mettre l'individu à la disposition du Gouvernement.

En vertu de cette décision, l'individu vagabond ou mendiant serait à la disposition du Gouvernement pour un délai dont le maximum serait déterminé par la loi.

Pendant ce délai, le mendiant ou le vagabond serait conduit immédiatement devant un juge unique et spécial, qui, lui, déciderait si la détention doit être maintenue, dans quel établissement le vagabond ou mendiant serait placé, et quelle serait la durée de la détention.

On objecte, il est vrai, qu'il s'agirait d'une juridiction spéciale et exceptionnelle et que l'on se heurte à l'article 9 de la Constitution.

Cette objection, si elle était fondée, aurait dû être opposée en 1891, car la loi dont il s'agit est exceptionnelle et institue la juridiction toute spéciale du juge de paix en la matière.

Mais remarquons qu'en réalité il ne s'agit pas, dans la loi de 1891, d'une peine proprement dite :

« Si la justice est encore appelée à interposer son autorité dans la personne du juge de paix, ce n'est aucunement à titre de magistrat de police, mais comme pouvoir titulaire et à titre de garantie individuelle contre les abus possibles. S'il n'est plus appelé à sévir, son intervention, cependant, est demeurée nécessaire à l'effet de vérifier l'existence des conditions qui justifient une mesure portant l'empreinte de la prévoyance publique et de la vigilance paternelle ». (Cass., 21 nov. 1892.)

Il est vrai que, dès à présent, le juge pourrait mettre l'individu en liberté et attendre, pour statuer, les renseignements nécessaires. Mais, sous le régime actuel, c'est la plus mauvaise des solutions, surtout lorsqu'on doit aboutir à une condamnation. Où sera le vagabond ? Et, quand on le retrouvera, sa situation ne sera-t-elle pas changée ? Ajoutons que cela serait une prime à l'imagination de ceux qui tâcheront d'en faire accroire au juge.

Il est incontestable, toutefois, que la réalisation se heurtera à des difficultés d'organisation pratique au point de vue du siège et du nombre de magistrats. Mais la question est intéressante et mérite d'être étudiée. Nous croyons que l'idée se trouve en gestation dans la loi de 1891 elle-même. L'article 12 ordonne aux juges de se renseigner, de vérifier. L'article 15 indique quels sont les individus qui doivent être envoyés au dépôt.

En pratique, le juge ne saurait prendre les renseignements utiles ; par ce fait même, il ne saurait classer les mendiants et les vagabonds dans des catégories déterminées.

L'expérience de la loi de 1891 exige donc la modification dans le sens indiqué.

La section centrale a été saisie d'une requête des instituteurs des écoles de bienfaisance de l'État, qui demandent une modification favorable du taux de leur traitement.

Ils font remarquer qu'ils n'ont pas la situation de leurs collègues des prisons, et que leur maximum est inférieur à celui des commis des écoles, voire même des contremaitres ; enfin, qu'au point de vue de la pension on limite strictement leurs années de services au temps passé dans les écoles, négligeant pour ceux qui ont passé par d'autres institutions, toutes les années passées dans les écoles communales ou adoptées.

Ces griefs méritent d'attirer la bienveillante attention du Gouvernement.

La charge de l'instituteur des écoles de bienfaisance est essentiellement moralisatrice, elle est particulièrement ingrate, étant donné le caractère des élèves.

La fonction de l'instituteur, bien comprise, bien remplie, est de la plus haute importance pour l'avenir de l'enfant qu'on veut réformer.

Au moment où la Chambre est saisie d'un projet de réforme de la loi de 1891, au point de vue de protection de l'enfance, il n'est pas sans intérêt d'attirer la très sérieuse attention de législateur sur tous les points qui touchent à l'éducation morale et à l'instruction des enfants mis à la disposition du Gouvernement.

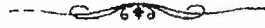
L'ensemble du budget a été adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,

ALPH. VERSTEYLEN.

Le Président,

NERINCX.



96)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 DECEMBER 1907.

Begrooting van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1908 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING UITGEBRACHT (2) DOOR DEN HEER VERSTEYLEN.

MIJNE HEEREN.

De uitgaven van het Ministerie van Justitie nemen gestadig toe. De voor 1908 aangevraagde verhooging is betrekkelijk gering, zoo men ze vergelijkt met die welke voor de vorige jaren werden toegestaan.

Het zal niet van belang ontbloom zijn, deze toeneming na te gaan voor de jongste jaren.

In 1900 bedroeg de geheele uitgave voor het Departement, met inbegrip van de uitzonderlijke uitgaven, 25,015,385 frank.

In 1901 bracht eene verhooging van fr.	404,315	ze tot op fr.	26,419,900
1902	»	»	402,700
1903	»	»	31,950
1904	»	»	269,050
1905	»	»	299,700
1906	»	»	1,099,300
1907	»	»	876,800
1908 brengt eene verhooging van fr.	166,600	»	20,641,500

De verhooging bedraagt dus gemiddeld 435,801 frank per dienstjaar.

Voegen wij hierbij dat in de uitgave, voorzien voor het dienstjaar 1908, moeten begrepen worden de verhoogingen veroorzaakt door de vermeerdering van het personeel van enkele rechtbanken en door de instelling eener nieuwe plaats van kamervoorzitter, voorzien bij de wet van 18 Augustus 1907.

(1) Begrooting, nr 4^{IV}.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren Nerinx, voorzitter, Van der Linden, Rosseeuw, Masson, De Lantsheere, Van Marck en Versteyleu.

Deze wet brengt het getal kamervoorzitters bij het Hof van Beroep te Brussel van zeven tot op acht.

Het personeel der rechtbank te Luik is vermeerderd met een ondervoorzitter en een substituut van den procureur des Konings.

De rechtbank te Mechelen is vermeerderd met een ondervoorzitter en een rechter.

De rechtbank te Oudenaarde, met een ondervoorzitter.

De rechtbank te Antwerpen, met twee rechters; te Brugge, met een rechter; eindelijk, te Brussel, met een substituut van den procureur des Konings.

Ten gevolge van de voorgestelde wijzigingen, zijn de rechtbanken te Oudenaarde en te Mechelen verheven tot de tweede klasse.

Al de verhoogingen betreffen het personeel der hoven en rechtbanken (hoofdstuk II), de gerechtskosten, het bouwen en onderhouden van de lokalen, de uitgaven voor den eeredienst, het regelen van de liefdadigheid, den dienst der gevangenhuisen.

De uitzonderlijke uitgaven bedragen 55,000 frank minder dan op de begrooting voor 1907.

De inleidingsnota licht de verschillende posten der begrooting toe.

Eerste Sectie. — Gewone uitgaven.

HOOFDSTUK I. — MIDDENBESTUUR.

Art. 2 — Jaarwedden der ambtenaren, beambten en bedienden is verhoogd met fr. 25,000 »

HOOFDSTUK II. — RECHTERLIJKE MACHT.

Art. 6. — Hof van cassatie fr. 3,000 »

Art. 10. — Rechtbanken van eersten aanleg
en van koophandel. 88,000 »

Art. 12. — Vrederechten en politierechtbanken 25,000 »

De verhooging bedraagt dus . . . fr. 116,000 »

Daartoe werd aanleiding gegeven door de toepassing van voormelde wet van 1907, van de wetsbepalingen tot vaststelling van de jaarwedde der vrederechters en griffiers, en van het tarief der jaarwedden van de beambten. Daarentegen voorziet dit hoofdstuk, bij artikel 8 :

Hoven van beroep. Personeel. — Eene vermindering van 4,000 frank, uit hoofde van de toepassing der wetten en reglementen betreffende die jaarwedden.

De geheele verhooging voor dit hoofdstuk bedraagt dus fr. 112,000 »

HOOFDSTUK III. — KRIJSGERECHT.

Art. 14. — Krijsgerechtshof. Personeel. — Vergoeding voor den dienst van het secretariaat van den auditeur-generaal : Verhooging fr. 500 »

Hoofdstuk V, Paleizen van Justitie: de raming voor 1908 is verminderd met 27,000 frank tegen 1907.

Hoofdstuk VI, Officieele uitgaven : uit hoofde van de verkiezingen voor de Wetgevende Kamers, die de zitting 1907-1908 zullen verkorten, is eene vermindering voorzien van de kosten voor het drukken van de verschillende stukken, Verzamelingen en Handelingen, tot een bedrag van 30,000 frank.

Hoofdstuk VII, Eerediensten, is verhoogd :

Bij art. 28. — Lagere geestelijkheid van den katholieken eeredienst, met fr. 32,000 »

Bij art. 32. — Israëlitische eeredienst, met 100 »

Art. 25, Hoogere geestelijkheid van den katholieken eeredienst, is verminderd met 1,200 frank.

Zoodat de verhooging voor dit hoofdstuk bedraagt 30,900 »

Bij art. 34, blijft de tijdelijke last, begrepen in de som van 25,000 frank, uitgetrokken tot uitbetaling der tweede annuïteit van fr. 54,463.59, die werden toegezegd voor het bouwen van een anglicaanschen tempel te Antwerpen.

HOOFDSTUK VIII. — WELDADIGHEID.

De ramingen zijn verhoogd bij de volgende artikelen :

Art. 38. — Weldadigheidsscholen van den Staat. Personeel fr. 37,500 »

Art. 39. — Weldadigheidsscholen van den Staat. Ter beschikking van de Regeering gestelde leerlingen 25,000 »

Art. 40. — Weldadigheidsscholen van den Staat. Materieel. — Gebouwen. 3,700 »

De verhooging voor dit hoofdstuk bedraagt dus. fr. 66,200 »

HOOFDSTUK IX. — GEVANGENISSEN.

Art. 43. — De kosten van onderhoud, kleeding, slaapgerief en voeding, zijn verhoogd met fr. 50,000 »

Art. 44. — Werkloon der gevangenen, verhoogd met. 25,000 »

Art. 45. — Maken en kosten van kleeding en uitrusting der wachters, verhoogd met 7,000 »

Art. 47. — Jaarwedden der ambtenaren en beambten, verhoogd met 60,000 »

Art. 49. — Druk- en kantoorkosten, verhoogd met 2,000 »

Zoodat de geheele verhooging bedraagt fr. 144,000 »

Daartegen weegt op de raming voor meubelen : aankoop, maken en onderhoud. Gebouwen : onderhoud en verbetering. Huurprijs van gebouwen, — raming die 100,000 frank minder bedraagt dan in 1907.

Tweede Sectie. — Uitzonderlijke uitgaven.

HOOFDSTUK XIII. — VERSCHILLENDE DIENSTEN.

Art. 60. — Het bouwen van celgevangenhuizen te Oudenaarde en te Brussel geeft aanleiding tot eene uitgave van. fr. 300,000 »

Art. 61, 62. — Het bouwen van een toevluchtshuis voor vrouwen, te St-Andries, bij Brugge, alsmede de vergrootings- en verbeteringswerken in de weldadigheidsscholen te Ruisselede, Moll, St-Hubert en Ieperen. 35,000 »

Art. 63 (vroeger 64). — Onze Lieve-Vrouw kerk te Laken . 700,000 »

Art. 64 (vroeger 65). — Kerk voor de parochie Sint-Martinus, te Aarlen 200,000 »

Art. 65 (vroeger 68). — Kerk der HH. Petrus en Paulus te Oostende. Oprichting, als bijgebouw, van eene bidkapel bestemd tot het plaatsen van het monument ter nagedachtenis van de eerste Koningin der Belgen 95,000 »

Te zamen . . . fr. 1,845,000 »

De ramingen voor 1907 bedroegen 1,900,000 frank; de vermindering voor 1908 bedraagt dus 55,000 frank.

AFDEELINGSONDERZOEK.

Wij geven kortbondig de opmerkingen weer, die in de afdeelingen werden gemaakt :

1^{ste} afdeeling. — Een lid vraagt hoever het staat met het ontwerp van wet op de openbare weldadigheid.

Een lid vraagt wat de Regeering van plan is te doen om de gezinsverpleging van krankzinnigen te bevorderen. Een ander lid verlangt te weten welke algemeene hervormingen men tot stand brengen wil. Een ander zou willen dat door de Regeering werd bepaald onder welke voorwaarden de ten huize opgesloten behoeftige krankzinnigen in aanmerking kunnen komen voor het gemeen fonds. Een ander doet opmerken dat de toestand van de opgesloten krankzinnigen niet is geregeld bij de wet.

Een lid vraagt dat de Regeering zou trachten de gerechtskosten te verminderen.

Een lid spreekt van den achterstand bij de rechtbank te Luik en vraagt dat die toestand worde verholpen. Een lid stelt voor, de bevoegdheid der vrederechters uit te strekken op straf- en burgerrechtelijk gebied.

Een lid uit den wensch dat de vrederechters worden benoemd onder lieden die vreemd zijn aan het kanton. Een ander is van oordeel dat de vrederechters zich niet moeten inlaten met politiek.

2^e afdeeling. — Een lid vraagt hoever het staat met het ontwerp betreffende den eenigen rechter.

Een lid acht dat het werk, verricht in de weldadigheidsinrichtingen en in bedelaarsgestichten, den kleinhandel benadeelt; hij zegt dat in Frankrijk het voortgebrachte openbaar wordt verkocht.

Een lid vestigt de aandacht op de herhaling in zake van misdrijf; hij acht het nuttig en noodzakelijk, dit te regelen door eene bijzondere wet.

Een ander lid vestigt de aandacht op de werving der magistratuur; hij verklaart zich voor een bijzonder examen.

Een lid is voor vrijwillige betaling van boeten wegens bekende overtredingen.

Een lid komt op tegen de verhooging van de begrooting der eerediensten; hij zegt dat zij niet naar verhouding is van het toenemen der bevolking.

3^e afdeeling. — Een lid verlangt te weten welke de inzichten van de Regeering zijn betreffende de vastheid der ambten bij de weldadigheidsbesturen.

Een ander lid vraagt waarom het sedert lang aangekondigd ontwerp op de hervorming van de weldadigheid niet werd ingediend.

Een lid vraagt welke maatregelen de Regeering denkt te nemen om de gerechtskosten voor geringe zaken te verminderen.

Een ander lid vraagt een omstandig verslag over de wijze waarop 's Rijks krankzinnigengestichten worden beheerd.

Een lid kan niet stemmen voor de kredieten betreffende den eeredienst.

Een ander lid hekelt den partijdigen en politieken aard der benoemingen.

4^e afdeeling. — Een lid vraagt dat de aandacht van den Minister van Justitie worde gevestigd op het misbruik van voorloopige hechtenis.

Een ander lid vraagt om vermeerdering van het personeel der rechtbank te Bergen.

Een lid vraagt eene rechtbank voor Aalst.

Leden vragen dat men overga tot den eenigen rechter. Andere leden verzetten zich daartegen.

5^e afdeeling. — Een lid vraagt dat de afdeeling de Regeering zou verzoeken, opnieuw in behandeling te nemen een vroeger door den heer Colaert ingediend ontwerp op de politierechtbanken en de regeling der boeten in politiezaken.

Een lid brengt de opmerkingen in herinnering, die door hem bij de algemeene beraadslaging in 1907 werden gemaakt, over de verbetering der gebouwen van het Justitiepaleis te Luik en de verheffing der rechtbank van koophandel aldaar tot de 1^{ste} klasse.

Een ander lid vraagt verbetering in den toestand der beambten ter griffiën.

Een lid vraagt of het niet raadzaam ware, de voorwaardelijke veroordeeling niet te vermelden in de dossiers, wanneer er geen gevolg aan gegeven werd; hij brengt de ministerieele onderrichtingen dienaangaande in herinnering.

6^e afdeeling. — De afdeeling vestigt de aandacht der Middenafdeeling op de verschillende aanmerkingen die werden uiteengezet in het verslag over de begroting voor 1907, betreffende de behandeling van krankzinnigen en landloopers of bedelaars.

Een lid vraagt dat het bijzonder bezoek aan gevangenen gemakkelijker wordt gemaakt voor de leden der Kamer.

De Begroting wordt goedgekeurd :

In de 1^{ste} afdeeling, met 9 stemmen tegen 8 en 1 onthouding.

— 2 ^e	—	12	—	3	1	—
— 3 ^e	—	6	—	5		
— 4 ^e	—	11	—	1		
— 6 ^e	—	15	—	1		

In de 5^e afdeeling werd zij verworpen met 7 stemmen tegen 6.

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

Door het afdeelingsonderzoek van de begroting kon de aandacht worden gevestigd op de leemten in de wetgeving, op de trage rechtsbedeeling en inzonderheid op den achterstand bij de rechtbanken.

Het aantal zaken neemt toe met de bevolking. De verhandelingen worden talrijker, de door de Kamer aangenomen wetten leggen het personeel der rechtbanken nieuwe lasten op.

Het kan volstaan de officieele stukken te raadplegen om te bevinden dat, in elk opzicht, bij elke rechtsmacht drukker wordt gearbeid, dat het aantal rechtszaken gestadig toeneemt.

Onder deze omstandigheden moet de geregelde gang van het gerecht noodzakelijk worden gestremd, en de bezwaren, aan dien toestand verbonden, zijn al te tastbaar dan dat het voor de Middenafdeeling noodig zou zijn er andermaal op te wijzen.

Voor enkele rechtbanken zal het euvel worden gestuit door de wet van 18 Augustus 1907.

Charleroi, Luik, Bergen vragen om veranderingen en vermeerderingen, ten einde de telken jare toenemende rechtszaken spoediger te kunnen behandelen.

Sedert jaren vraagt Aalst eene rechtbank.

Anderdeels zijn bij de Kamer aanhangig eene reeks ontwerpen, geschikt om den gang van het gerecht gemakkelijker te maken en te bespoedigen. Het ontwerp op den eenigen rechter is een nieuwe toepassing van de denkbeelden die leidden tot het invoeren der wet van 1891 op de samenstelling der boetstraffelijke kamers bij het hof.

In de afdeelingen werd vaak gesproken van eene vereenvoudiging der vervolgingen door de betichten te veroorloven de boeten wegens bekende overtredingen vóór de vervolging te betalen bij brief; voor soortgelijke overtredingen kan, in dit geval, de verschijning ter terechtzetting nog enkel nutteloos zijn en aanleiding geven tot vertraging. De Middenafdeeling is het daarmee volkomen eens.

Er werd gevraagd dat de hoven van beroep zich niet meer zouden moeten bezighouden met kies- en militiezaken. Reeds in 1878 werd bij wetsontwerp voorgesteld, de geschillen betreffende de kiezerslijsten op te dragen aan een nieuwe magistratuur die werd geheeten : « Herzieningshof in kieszaken. »

Het wetsvoorstel van den heer Tibbaut (1901), waarover de heer Mabilie verslag uitbracht, strekt om aan de vrederechters bevoegdheid toe te kennen in alle handelszaken die niet meer dan 100 frank bedragen ; het staat nog steeds aan de orde der Kamer.

In 1901 stelde de achtbare heer Destree voor, dat zij kennis zouden nemen van alle vorderingen tot betaling van geringe onderhoudskosten.

En terwijl men, ten einde de rechtbanken van eersten aanleg te ontlasten, het oog wendt naar de vrederechters, klagen deze dat hun ambtsplichten iederen dag toenemen. De wet van 24 December 1903 op arbeidsongevallen vergt de inrichting van een bijzonderen dienst in de kantons waar ietwat nijverheid wordt bedreven.

De aangifte van ongevallen, het zenden van ontvangbewijzen aan den aangever, de voorafgaande formaliteiten, de processen-verbaal waarbij het akkoord tusschen partijen wordt vastgesteld, alsmede de vrijwillige verschijning, geven aanleiding tot onderhandelingen en geschriften die den tijd verslinden, vroeger aan andere ambtsplichten besteed.

Beschouwingen van meer algemeenen aard zouden ons tot deze gevolgtrekking leiden, dat het noodig is het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering te herzien naar een bepaald plan. Dergelijke herziening zou talrijke gevallen van nietigheid kunnen wegnemen, alsmede tal van middelen die slechts in een zeer verren graad zijn verwant met eene goede rechtsbedeeling... Doch in afwachting, moet door de bestaande rechterlijke inrichting het middel worden geleverd om den toestand te verhelpen, waarover wordt geklaagd.

Wanneer het te doen is om de oprichting van nieuwe rechtbanken of de vermeerdering van het personeel der bestaande, kan men, voor alle andere, deze opmerking maken : de snelle behandeling van de rechtszaken, zoo burgerrechtelijke als boetstraffelijke, bevordert in zeer ruime mate de vermeerdering van 's Rijks ontvangsten, door de registratierechten en de boeten die men betalen moet aan de Schatkist ; bijgevolg doet zij de uitgaven, benoodigd om de voorgestelde maatregelen toe te passen, in gelijke mate afnemen.

Met het oog op de beklaagden zelf, was er in de afdeelingen sprake van herhaling en van voorwaardelijke veroordeeling.

Wat betreft de herhaling, is het wenschelijk dat de Kamer maatregelen neemt opdat het uiterst belangrijk wetsontwerp, dat haar is voorgelegd, spoedig worde behandeld.

In zake van voorwaardelijke veroordeeling, hebben verscheidene leden der 5^{de} afdeeling gevraagd of het niet raadzaam is, verjaarde voorwaardelijke veroordeelingen niet te vermelden in de processtukken.

Dat is een zeer kiesch punt ; bezwaarlijk kan men het vraagstuk in dien

zin oplossen. Volgens ons ligt het in de bedoeling der wet van 1889, eene gunst te verleenen aan hem die nooit werd veroordeeld.

Wordt de vroegere veroordeeling daarin niet vermeld, dan geeft het dossier den rechter de overtuiging dat de tegenover hem staande persoon nooit werd veroordeeld.

Moest er dus gevolg worden gegeven aan den wensch der 5^{de} afdeeling, dan zou men een middel aan de hand doen om op bepaalde tijden overtredingen te begaan zonder gestraft te worden.

Eene opmerking aangaande het getuigenverhoor in boetstraffelijke zaken, ten overstaan van het hof, schijnt de welwillende aandacht der magistraten van het hof te verdienen.

Er wordt in bedenking gegeven dat het Hof doorgaans de zaak onderzoekt naar het zittingsblad in eersten aanleg. Deze regel kan aangenomen worden, indien de verdediging er geen bezwaar in vindt; dan is het te denken dat zij zich gedraagt aan de verklaringen, zooals zij door den griffier werden opgeteekend ter zitting.

Doch het recht om getuigen te laten opkomen, zou steeds onverminderd moeten blijven. 't Is trouwens de verdediging die oordeelt of de geschreven verklaringen het eigenlijk voorkomen van de debatten weergeven, en als 't ware, de photographische voorstelling zijn van de getuigenis, ingeroepen tegen den betichte.

Met genoegen nam de Middenafdeeling kennis van de belofte der Regeering, de lokalen van het Paleis van Justitie te Luik te verbeteren.

Behalve het lokaal voor het gerecht, geldt het de herstelling van een van 's lands heerlijkste gebouwen. Het oud paleis van de prins-bisschoppen van Luik brengt de schoonste bladzijden van 's lands geschiedenis in herinnering. Het onderhoud van dit paleis verdient de zeer verstandige en zeer ruime medewerking van de Regeering.

RECHTERLIJKE POLITIE.

Wat betreft de rechterlijke politie, staat het vast dat de bezwaren, aangevoerd tegen de huidige regeling, volkomen worden gestaafd door de gebeurtenissen. Verscheidene misdaden, in de groote steden gepleegd, bleven ongestraft, en het schijnt duidelijk dat de daders maar ontkwamen uit hoofde van de trage vervolging.

De afschuwelijke misdaad in de Barastraat bracht dergelijke euveldeeden in herinnering : de misdaad op de kleine Walschaert, nu drie en twintig jaar geleden, en die op de kleine Van Calck in 1905; beiden bleven ongelukkig ongestraft.

Dergelijke herinneringen laten een treurigen indruk na onder het volk. Meer dan ooit rijst de vraag op, of het niet dringend noodig is de huidige wijze van handelen grondig te wijzigen.

Daags na de misdaad in de Barastraat, meldden de dagbladen dat de rechterlijke politie al de verdachte huizen en logementen grondig had onderzocht en eene groote massa avonturiers had aangehouden.

Laat dit feit onderstellen dat het personeel van de rechterlijke politie

dan alleen daartoe tijd heeft of optreedt wanneer eene misdaad is vastgesteld? Met reden mag men zich afvragen of deze opsporingen en dit onderzoek in verdachte wijken niet onafgebroken dienen te geschieden.

Het spreekt van zelf dat het onderzoek, waartoe wordt overgegaan onder den indruk van de hevige ontroering, door de misdaden teweeggebracht, geen volledige uitkomsten leveren kan.

Een Brusselsch dagblad maakt spottend de volgende, zeer gegronde aanmerkingen naar aanleiding van de aanhouding van den landlooper H..., te Contich, die een oogenblik verdacht werd den moord op de kleine Bellot gepleegd te hebben :

« Men bevindt spoedig dat hij onschuldig is, doch er wordt vastgesteld dat » hij in staat van landlooperij verkeert. Wellicht zou men dat nooit hebben » bevonden zonder de zaak van Kuregem, die de politie wakker had » geschud. »

Nog een andere aanmerking dringt zich op. Op bevel van den rechter, bezoekt de politie al de huizen van Brussel. Zij nam zorgvuldig inlichtingen over het getal afwezigen die sedert den dag der misdaad vertrokken waren. Zij bezoekt alle haardsteden, van het verst afgelegen punt van Elsene tot het uiteinde van Koekelberg, van de uiterste grens van Laken tot boven Anderlecht; zij bevestigt dat zij alles heeft gezien, alles onderzocht. Zij kwam bij den rechter, belast met het onderzoek, en antwoordde op zijne vragen :

- Hebt gij alles doorzocht?
- Alles, volstrekt alles.
- Ontbrak er niemand?
- Niemand, volstrekt niemand.

En daarmee was het gerecht gerustgesteld van die zijde, en ging zij elders tot opsporingen over.

Onverwachts verneemt men dat een kerel is aangehouden te Contich. Hij had zijne woning den Maandag morgen verlaten, hij is een gevaarlijke landlooper. Op het eerste gezicht vindt men eenige gelijkenis met de persoonsbeschrijving van den vermoedelijken dader.

Nochtans had de politie zijne persoonsbeschrijving niet bekendgemaakt, hij was niet vervolgd, hij was vrij als een vogel in de lucht, en niemand had eraan gedacht hem te storen.

Gij denkt voorzeker dat hij woonde te Neder-over-Heembeek, boven Laken, of te Vorst, of verder nog? Volstrekt niet : hij woonde in een gang, vijftig meter van de plaats waar de misdaad werd gepleegd; hij had een zeer slechten naam. Men had dus alle redenen om hem te verdenken.

Doch de politie die alles had gezien, alles onderzocht, alles doorpeild, die de huizen doorzocht had van de Kluisstraat (rue de l'Ermitage), te Elsene, en van de Hovenierstraat ten einde Molenbeek, had vergeten den naastbijgelegen gang, de meest in 't oog vallende plaats te doorzoeken.

Ons plan is klaarblijkelijk niet, het personeel te laken of te beknibbelen; voorzeker heeft het de toevertrouwde zending volbracht met de gewenschte ijver en vlijt. Het is de wijze van handelen die moet gewijzigd

worden. De door ons bedoelde opsporingen kunnen niet doelmatig worden gedaan door de politie, zooals deze thans is ingericht : er is gebrek aan eenheid in de leiding, en bijgevolg aan spoed.

Op het Congres van de Internationale Vereeniging van Strafrecht, te Sint-Petersburg gehouden in 1902, merkte men zeer terecht aan :

Sedert nagenoeg 70 jaar, rijden de misdadigers met den spoorweg en laten zij de telegraaf spelen, terwijl het gerecht, onbekwaam hen te vervolgen, in de « rammelkast » van het strafonderzoek van 1808 blijft voortschokken !

Waarom doet men niet optreden, zooals op het Congres werd voorgesteld, bestendige patrouilles, met beleid door de politie aangevoerd, en waaraan zelfs de garnizoenen, bij voorkomend geval, hunne medewerking zouden verleenen? Heel zeker zouden zij de benden misdadigers, huisdieven, zwervers, enz., die wellicht zoo talrijk niet zijn als men meenen mocht, op korten tijd onschadelijk maken.

Werden de bevolkingsregisters nauwgezet bijgehouden en aandachtig nagezien, dan zou men daardoor vele roekeloze vervolgingen voorkomen, die uitloopen op een bevel van niet-vervolgving of op betreurenswaardige dwalingen.

De éénmaking van de politie schijnt zich dus op te dringen. Benevens de gemeentelijke politie, zou er een kader agenten moeten zijn, die, onder de leiding van een levenslang benoemden commissaris van politie, zouden kunnen overgaan tot alle opgelegde verrichtingen zonder zich om de grensbepalingen eener gemeente te moeten bekreunen.

Wellicht zou het volstaan een politiepersoneel, dat niet van de Regeering zou afhangen en wiens inrichting de verrichtingen van de eigenlijke gemeentelijke politie onverlet zou laten, ter beschikking te stellen van het parket van elk Hof van beroep.

Met het oog op de beteugeling, werd herhaaldelijk de vraag geopperd of het niet noodig is, de diensthoofden bestendig te houden.

Het aanblijven van den onderzoeksrechter van beroep wordt steeds van grooter belang. Zooals zijn ambt thans is geregeld, kan hij, door zijne bedrevenheid, er toe komen al de misdadigers grondig te kennen; doch nauwelijks heeft hij het zoover gebracht, of de belangen zijner toekomst zetten hem aan, van zijn ambt af te zien.

Voor de landelijke politie is men het eens om eene spoedige en vaste herinrichting te vragen. De klachten zijn algemeen en meestentijds volkomen gegrond. De toestand kan enkel verergeren. Dagelijks worden de veldwachters en politieagenten steeds meer afgetrokken van hunne voornaamste zending om ten dienste te staan van het hoofdbestuur.

In dat opzicht vestigt de Middenafdeeling nogmaals de aandacht van het Ministerie op den omzendbrief van het parket van het Hof van beroep te Brussel, in dato van 13 Maart 1903, waarbij de beteekening van een zeker aantal akten in strafzaken, die vroeger enkel door deurwaarders gedaan werd, thans aan de gemeentelijke politie wordt toevertrouwd.

De wettigheid van dezen maatregel kan niet worden betwist.

Bedoeld parket was daartoe bevoegd en volkomen gerechtigd, krachtens

artikel 16 der wet van 1849, en de maatregel werd genomen ten einde de gerechtskosten te verminderen.

Doch in Kamer en in Senaat werden tegen dien omzendbrief aangevoerd niet alleen de talrijke gevallen van nietigheid der rechtspleging, maar ook de bezwaarlijke toestand van sommige deurwaarders, welke op die wijze werden beroofd van een deel hunner inkomsten. Wij zijn van meening, dat het voornaamste bezwaar tegen dien omzendbrief hierin ligt, dat hij de beambten van de gemeentelijke politie onttrekt aan hunne hoofdzakelijke zending. Onzes dunkens, zou deze reden alleen, al moesten er geen andere zijn, volstaan om voormelden maatregel te doen intrekken.

Het is onmogelijk over de vervolging van misdadigers te handelen zonder de aandacht te vestigen op de gerechtelijke herkenningssstelsels en hunne redematige toepassing. Deze staan in nauw verband met het zoo belangrijk vraagstuk der herhaling van misdrijf. Zeer terecht werd gezegd : Het belang van de samenleving en van het gerecht, den misdadiger te herkennen die bij zijne aanhouding een valschen naam opgeeft, is zooveel te grooter als deze er belang bij heeft onbekend te blijven.

De diensten, die een te Brussel ingerichte anthropometrische dienst bewijzen zou, zijn niet en zouden niet kunnen betwist worden.

Tot nog toe is men beducht voor de bezwaren en de kosten der inrichting.

Dat blijkt uit het antwoord op een vraag van de Middenafdeeling in 1903, welke zich reeds met die zaak had bezig gehouden :

« Volgens de bestaande wetten, » luidde het, « zijn de onderzoeksrechters bevoegd om op de betichten metingen te doen verrichten volgens het » stelsel van den heer Bertillon.

» Dat kan soms zeker nut opleveren, ingeval een betichte zijne identiteit » zou trachten te verbergen, daar het den onderzoeksrechter in staat stelt » opzoeking te doen instellen in de gerechtelijke registers in het buitenland.

» Doch voor het tot stand brengen, in België, van een inrichting naar het » stelsel des heeren Bertillon, zou een algemeene maatregel moeten genomen » worden, krachtens welken de meting van een aantal soorten betichten en » veroordeelden verplicht zijn zou; men zou bijgevolg een gansch nieuwen, » ingewikkelden en veelkostenden dienst moeten instellen in onze gevangenhuizen.

» Tot hiertoe werd niet bewezen dat de voordeelen van het tot stand » brengen van dezen nieuwen dienst zouden opwegen tegen de werkzaamheden welke hij het bestuur en de lasten welke hij de Openbare Schatkist zou opleggen. »

Kan men, in 1908, nog met reden de voordeelen van de thans toegepaste stelsels betwifelen? Wij denken het niet.

De heer de Ryckere zegde op het derde Anthropologisch Congres :

« De aanwijzingsmethode van den heer Bertillon strekt verder dan tot de enkele herkenning van de identiteit der misdadigers die hunnen burgerlijken stand verbergen. Zij heeft ten doel, de menschelijke persoonlijkheid vast te stellen, voor elk menschelijk wezen eene eenzelveheid,

eene individualiteit te bepalen, die zeker, bestendig, onveranderlijk, immer herkenbaar en licht te bewijzen is. »

Met het oog op het gerecht, wordt het nut van de methodische en wetenschappelijke persoonsbeschrijvingen erkend. Al de landen, buiten België en Italië, hebben zulken dienst op 's Rijks kosten tot stand gebracht.

Het is daarenboven van belang aan te merken, dat men thans nog, in Frankrijk, de eerste verkeerde herkenning vaststellen moet en dat de nauwkeurigheid van de anthropometrische herkenningen ontwijfelbaar bevestigd werd door de latere beslissingen der rechtbanken.

Het geringe aantal — 4 in 1902 — verkeerde herkenningen, met andere woorden, het geringe aantal gemeten personen wier kaart niet werd teruggevonden bij eene tweede meting, heeft men te danken aan de onnauwkeurige persoonsbeschrijving door een nog onervaren bediende ofwel aan de nalatigheid in de opzoeken...

Deze cijfers zijn leerrijk, vooral wanneer men in aanmerking neemt dat er werd overgegaan, in 't geheel, tot 218,493 persoonsbeschrijvingen te Parijs en tot 70,969 in de departementen en in de gevangenhuizen.

De volmaaktheid van het huidige stelsel van Bertillon, aangevuld met het vingerafdrukkenstelsel, blijkt dus uit de uitkomsten die werden vastgesteld; nooit gaf het aanleiding tot een rechterlijke dwaling.

Het wordt dus tijd dat België zijn eigen inrichting hebbe, en voor den onderzoeksrechter zou het onvoldoende zijn, zich op dat gebied te moeten bepalen tot opzoeken in de kastjes die in het buitenland bestaan.

Overigens, het inrichten van het meetstelsel is noch moeilijk, noch kostbaar.

Tot staving van deze zienswijze onderwerpt de Middenafdeeling aan de Kamer en aan de Regeering een stelsel van inrichting en een ontwerp van begroting waarvan de gegevens zijn ontleend aan de inrichting die half ambtelijk werkt in het Paleis van Justitie te Brussel.

In het Paleis van Justitie te Brussel zou de hoofddienst voor gerechtelijke herkenning gevestigd zijn. Al de kaarten van metingen, in België verricht, zouden aldaar vereenigd worden; alleen deze dienst zou met de gerechtelijke herkenningen belast zijn, alleen hij zou het recht hebben om ambtelijk in betrekking te komen met de hoofddiensten voor herkenning, bestaande in het buitenland.

Die hoofddienst zou de bijzondere registers — anthropometrische, alphabetische en photographische — opmaken tot optekening van al de in België gemeten personen, en al de anthropometrische kaarten uit het buitenland zouden aan gezegden dienst besteld worden.

Een leergang van anthropometrie en van persoonsbeschrijving zou er ingericht worden en, zooveel mogelijk, worden gevolgd door al de beambten belast met de door het gerecht bevolen aanhoudingen; men zou er hun de gegevens tot herkenning mededeelen, die worden geleverd door eene anthropometrische persoonsbeschrijving of eene beschrijvende photographie; op die wijze zouden zij de hun opgelegde taak gemakkelijker kunnen vervullen.

Buiten de anthropometrische en photographische inrichting van den hoofddienst te Brussel, zouden toestellen voor anthropometrische photographie worden geplaatst in de gevangenhuisen te Luik, Gent, Antwerpen (Brugge of Bergen, indien dit wenschelijk is). De aangehouden en zoudens aldaar gemeten en gephotografeerd worden door een lid van het personeel der gevangenis; de photographische opnamen die, gansch klaargemaakt, kunnen worden opgezonden door den hoofddienst te Brussel, zouden, nadat daarvan gebruik werd gemaakt, naar dezen dienst worden teruggestuurd om er gerangschikt te worden in het bijzonder repertorium.

Enkel anthropometrische toestellen zouden worden geplaatst in de andere gevangenhuisen van den Staat en in de bedelaarsgestichten.

Zooals in Frankrijk zouden, uit spaarzaamheid, de gevangenvaarders die eerst den leergang van den hoofddienst te Brussel gevolgd en het getuigschrift van bekwaamheid *ad hoc* verworven hebben, de metingen van de gevangenen, evenals hunne woordelijke persoonsbeschrijving opnemen; deze persoonsbeschrijving zou de photographie vervangen.

Voor de vrouwen zouden, evenals in Frankrijk, de metingen worden verricht aan het gelaat en aan de handen.

Thans is in Frankrijk de gerechtelijke herkenningdienst geregeld door het decreet van 25 November 1893.

Naar luid van dit decreet, worden alle in hechtenis genomen personen gemeten. Nochtans wordt daarvan vrijgesteld, zoo hij het aanvraagt, al wie werd aangehouden wegens echtbreuk, politieovertredingen, onbetaalde boeten, enz., indien hij tot de Fransche nationaliteit behoort en geboren is in het departement der Seine, ofwel houder is van papieren waaruit zijne identiteit duidelijk blijkt.

Bijgevolg wordt al wie als landlooper is aangehouden, zonder twijfel begrepen onder de personen, aan de anthropometrische formaliteit onderworpen.

Neemt men deze voorgaande beschouwingen tot grondslag voor de nieuwe inrichting, dan kan de jaarlijksche begrooting van eenen gerechtelijken herkenningdienst voor heel België worden geraamd op de som van 25,000 frank, verdeeld als volgt :

40 personen gephotografeerd per dag, tegen 50 centiemen, hetzij	
20 frank per dag, en jaarlijks	fr. 7,300
69 personen gemeten per dag, hetzij 25,000 kaarten, of, daar	
er voor elken persoon drie kaarten noodig zijn, 75,000 kaarten,	
tegen 20 frank de duizend	1,500
Kantoorkosten en briefwisseling.	200
4 bedienden bij den hoofddienst te Brussel	6,000
De heer Gillet, dienstonderoverste	4,000
De dienstoverste.	6,000
	Fr. 25,000

De cijfers, die tot grondslag zijn genomen voor het aantal verrichtingen

per dag, zijn ontleend aan de begrooting voor den dienst te Parijs en in het departement der Seine.

Begrooting voor het tot stand brengen van den dienst.

4 photographische toestellen	fr. 6,000
Nagenoeg dertig reeksen anthropometrische toestellen.	3.000
Verschillende inrichtingen buiten Brussel	1,000

Inrichting van den hoofddienst te Brussel.

Inrichting van den leergang van anthropometrie.

Met D^r Maurits de Laveleye kunnen wij besluiten :

Zoowel met het oog op onze rechterlijke inrichting als met het oog op onze eigenliefde als Belgen en op den goeden naam dien wij op verstandelijk gebied hebben verworven in het buitenland, is het wenschelijk dat die leemte worde aangevuld en dat men in het aanstaande werk betreffende den internationalen herkenningdienst in oprechtheid kunne vermelden dat er in België een officieele gerechtelijke herkenningdienst bestaat, — een dienst op de hoogte der moderne wetenschap.

RECHTERLIJKE STAND. — PERSONEEL

De Middenafdeeling kreeg inzage van een verzoekschrift van den Bond der adjunct-griffiers bij de rechtbanken van eersten aanleg in België, waarin de wensch wordt geuit dat de bepalingen van de artikelen 9 en volgende der pensioenwet van 23 Juli 1867 worden toegepast op de griffiers bij de hoven en rechtbanken.

De wet van 23 Juli 1867, na bij artikel 1 een gelijken regel te hebben bepaald voor magistraten en griffiers, wat aangaat den leeftijd waarop zij ambtshalve op pensioen worden gesteld, regelt, bij de artikelen 9 en volgende, de grondslagen en het bedrag van het pensioen *enkel* voor de magistraten.

De griffiers zijn dus onderworpen aan de strenge bepalingen der wet van 1867, doch genieten de voordeelen niet, die door deze wet worden toegekend.

Uit de bepalingen der algemeene wet van 21 Juli 1844, gevoegd bij die van artikel 1 der wet van 23 Juli 1867, blijkt daarenboven dat de griffiers op pensioen worden gesteld op den leeftijd door de wet bepaald, doch zonder *volstrekt* aanspraak te hebben op pensioen, vermits de wet van 1844 hun dat recht slechts toekent ingeval zij, ten gevolge van ongevallen onder dienst, niet meer in staat zijn hun ambt nog waar te nemen, tenzij zij dertig jaar dienst tellen.

Nochtans zijn zij aangesloten bij hetzelfde fonds voor weduwen en weezen als de magistraten ; in dit fonds storten zij, naar verhouding, wellicht meer dan de magistraten, vermits voor hen, uit hoofde van hunne geringe jaarwedde, de bepaling niet geldt, krachtens welke het maximum der bijdrage in dit fonds wordt beperkt op 500 frank en dus een deel der hooge jaarwedden van elke afhouding is ontslagen.

Het verzoekschrift schijnt bijgevolg gegrond en de Middenafdeeling dringt met hen aan opdat de wetgever van 1908 herstelle wat eene vergetenheid kan geweest zijn in de wet van 1867.

*
* *
*

Herhaalde verzoekschriften, tot de Wetgevende Kamers gericht door de adjunct-griffiers bij de hoven van beroep, die geen doctor in de rechten zijn, vragen voor dezen afgeheele gelijkstelling met de griffiers bij de rechtbanken van eersten aanleg der 2^e klasse.

Op 11 April 1906 verwierp de Kamer, met 63 stemmen tegen 50, een amendement om die gelijkstelling in te voeren.

De vijf belanghebbenden dringen andermaal aan op hun verzoek.

In zijn verslag over de begroting van 1903 zegde de heer Van der Linden : « Zich houdende aan den tekst der wet van 1903, inzonderheid aan artikel 1 en 9, is de Middenafdeeling van oordeel dat deze wet van algemeene toepassing is, en dat, volgens hare bedoeling, de belanghebbenden de voordelen daarvan zullen genieten, zoo zij hun gunstiger is dan de wet van 1902. Derhalve zou uit dien hoofde op de begroting een hooger krediet moeten uitgetrokken worden. »

De Middenafdeeling voor de begroting van 1908 kan niet nalaten zich aan te sluiten bij deze meening. Zij is van oordeel dat, zoo zij geen doctor in de rechten zijn, dit hun niet ten kwade kan geduid worden. Anderdeels is zij van meening dat, in geen geval, hun toestand beter zijn mag dan die van hunne ambtgenooten welke doctors in de rechten zijn.

Sedert enkele jaren komt het vraagstuk van de beambten ter griffiën en van de klerken bij het parket geregeld ter tafel; de genomen maatregelen schijnen de belanghebbenden niet te bevredigen. De Middenafdeeling verwijst naar de beschouwingen, die door den verslaggever voor 1907 in het midden werden gebracht.

« In eene Memorie gericht tot de leden van Kamer en Senaat, betreffende de eischen van de beambten ter griffiën, vergelijken dezen hunnen toestand met dien van de beambten bij het parket, ten gevolge van het ministerieel besluit van 28 Septembr 1903.

» Zij zijn van oordeel dat zij recht hebben op dezelfde voldoening. In hunne besluitschriften, die overigens werden goedgekeurd in de Afdeelingen, zeggen zij :

» De jaarwedde van de beambten bij het parket wordt, ten gevolge van de afschaffing van het maximum, geregeld om de drie jaar verhoogd met 200 frank, tot aan de ouderdomsgrens.

» De jaarwedde van de beambten ter griffiën wordt, integendeel, ongeregeld verhoogd, vooreerst met 500 frank na verloop van vijf jaar, vervolgens, na verloop van elk tijdvak van twee jaar, nu met 200 frank, dan met 100 frank, tot het maximum van 2,000 en van 2,500 frank; nadien blijft zij onveranderd tot aan de ouderdomsgrens, behalve de enkele verhooging na vijf en twintig jaren dienst en op den leeftijd van vijftig jaar!

» Derhalve vragen de beambten ter griffiën om verhooging van de aan-

vangsjaarwedde, toekenning van geregelde verhoogingen op bepaalde tijdstippen (200 frank om de drie jaar evenals voor hunne ambtgenooten, de beambten bij het parket) en afschaffing van het maximum dat hen thans voorgoed tegenhoudt. Dit maximum werd achtereenvolgens afgeschaft voor de vrederechters, griffiers, adjunct-griffiers, alsmede voor de beambten bij het parket. »

In dit opzicht is de toestand niet verbeterd door het nieuw besluit dat de heer Renkin heeft genomen den 5ⁿ September 1907.

Is het waar dat de aanvangsjaarwedde werd gebracht van 1,000 tot op 1,200 frank en dat het maximum werd afgeschaft, dan toch bedraagt de verhoging hunner jaarwedde op bepaalde tijdstippen veel minder dan die voor de klerken bij het parket. Voor elk tijdsverloop van zes jaar bekomt de klerk bij het parket eene verhoging van 400 frank, terwijl de verhoging voor den beambte ter griffie slechts 300 frank zal bedragen.

De beambten ter griffiën vragen dus om te worden gelijkgesteld met de klerken bij het parket. Nu, dezen voeren zeer ernstige beschouwingen aan tegen het jongste besluit dat hunnen toestand regelt.

Om te geraken tot eene oplossing die een einde zou stellen aan de billijke klachten van de beambten ter griffiën en bij het parket, is het noodig vast te stellen welke thans de toestand is van beide soorten van beambten.

A. *Klerken bij het parket.* — Bij ministerieel besluit van 30 September 1903, werden de jaarwedden van de klerken bij het parket bepaald als volgt :

« EERSTE ARTIKEL.

» Bij de parketten van het hof van cassatie, van de hoven van beroep en van de rechtbanken van eersten aanleg zijn er, behalve de secretarissen, één of meer beambten, den titel voerende van hoofdcommies of commies.

» Bij ieder parket mag het getal hoofdcommiezen niet meer bedragen dan het derde van het getal commiezen.

» ART. 2.

» De jaarwedden worden bepaald als volgt :

» *Hof van cassatie en Hoven van beroep.*

» Secretarissen	fr.	4,500
» Hoofdcommiezen	»	2,500
» Commiezen.	»	1,600

» *Rechtbanken van eersten aanleg.*

» Rechtbanken van 1 ^e klasse : secretarissen.	fr.	4,000
— 2 ^e —	»	3,600
— 3 ^e —	»	3,200
» Hoofdcommiezen	»	2,000
» Commiezen.	»	1,200

» ART. 3.

» Er kan eene verhooging van jaarwedde worden toegestaan : van 500 frank, aan de secretarissen der parketten van het hof van cassatie, van de hoven van beroep en van de rechtbanken van eersten aanleg, na elk tijdsverloop van vijf jaar uitoefening huns amts in een of meer zetels dier rechtsmachten ;

» Van 200 frank, aan de hoofdcommiezen en commiezen bij de parketten van het hof van cassatie, van de hoven van beroep en van de rechtbanken van eersten aanleg, na elk tijdsverloop van drie jaar werkelijke ambtsbediening in één of meer zetels dier rechtsmachten.

» Er wordt geene rekening gehouden met den tijd gedurende welken de belanghebbende zijne jaarwedde niet genoot, noch met de diensten, bewezen vóór den ouderdom van 21 jaar door de secretarissen, en vóór dien van 18 jaar door de hoofdcommiezen en commiezen. »

Niet onbelangrijk is het, den tekst van dezen omzendbrief en de gevolgen daarvan te vergelijken met het wetsvoorstel van de heeren De Jaer en Harmignie, dat werd behandeld ter vergadering van 29 Juli 1903.

Dit ontwerp stelde eene minimum- en eene maximum-jaarwedde voor, ten bate van de secretarissen der rechtbanken.

1 ^e klasse	5,600-4,800
2 ^e —	5,400-4,600
3 ^e —	5,200-4,400

Klerken :

1 ^e klasse	4,400-3,200
2 ^e —	4,500-3,100
4 ^e —	4,200-3,000

Het hoogste bedrag mocht worden verhoogd met een vijfde, na vijf en twintig jaren dienst en op den leeftijd van 50 jaar. De verhoogingen bedroegen 500 frank om de drie jaar.

De heer Minister van Justitie bestreed het ontwerp, omdat het voor de belanghebbenden niet voordeelig genoeg was.

Ik verbind mij, zegde hij, om voor de beambten bij het parket meer te doen dan men mij vraagt : ik kan mij met het voorstel niet vereenigen, omdat de toestand der beambten, dien men verbeteren wil, daardoor wordt verslecht. Ik bied hun een veel beter geschenk aan.

De omzendbrief van September gaat dus uit van de beste inzichten. Hij bereikte echter niet het beoogde doel, vermits hij eigenlijk slechts enkelen voordeel aanbracht; voor de overgroote meerderheid was hij veeleer schadelijk.

Onder het vroegere stelsel (ministerieel besluit van 22 Januari 1892), waren de jaarwedden der klerken bepaald op 4,200 frank, met een maximum van 2,800 frank.

Doch dit hoogste bedrag kon worden verhoogd met een vijfde na vijf en twintig jaren dienst en op den leeftijd van 50 jaar.

Het is waar, er waren geene vaste verhoogingen, doch over 't algemeen

verwierven de klerken om de twee of drie jaar eene verhooging van 200 frank.

Op die wijze zou een klerk, benoemd op den leeftijd van 25 jaar, op dien van 50 jaar eene jaarwedde van 5,560 frank kunnen bekomen.

Het is waar, door de afschaffing van het maximum kan de belanghebbende tot eene hoogere jaarwedde geraken, doch eerst nadat hij den leeftijd van 64 jaar heeft bereikt.

Het verlies kan dus niet worden vergoed.

De eenige goede uitwerking van den omzendbrief is het aanstellen van eenige hoofdklerken, doch dit zijn uitzonderingen.

Op 12 beambten bij het parket te Brussel werden 3 benoemd tot hoofdklerk.

— 8	—	—	Antwerpen	2	—
— 6	—	—	Luik	1	—
— 6	—	—	Gent	1	—
— 4	—	—	Brugge	1	—
— 8	—	—	Charleroi	2	—
— 4	—	—	Kortrijk	1	—
— 5	—	—	Bergen	1	—

hetzij, op een gezamenlijk getal van 84 klerken, 12 welke voordeel zullen hebben gevonden bij een toestand die, naar het inzien van den Minister, gunstig moest zijn voor allen.

Dus waren de uitkomsten klaarblijkelijk niet die welke de achtbare Minister beloofde.

Op 84 beambten bij het parket hebben 12 een zeker voordeel bekomen, terwijl de toestand van 72 veeleer verslecht werd.

Het komt dus voor dat men zal moeten terugkeeren tot de beginselen van het wetsontwerp De Jaer-Harmignie of althans een tusschenstelsel aannemen, namelijk het volgende : de huidige minimum-jaarwedde van de beambten ter griffiën van de rechtbanken van eersten aanleg, hetzij 4,200 frank, zou worden gehandhaafd, doch gedurende de eerste tien jaar zou, om de twee jaar, eene verhooging van 200 frank worden verleend. Op die wijze zou de verdienstelijke beambte een behoorlijken toestand hebben op den leeftijd waar hij, over 't algemeen, in de zwaarste lasten van het gezin moet voorzien. Na dit tijdsverloop van tien jaar, zouden de verhoogingen van 200 frank om de drie jaar, zonder maximum, worden verleend krachtens het besluit van 1903.

Wat betreft de bepaling aangaande de hoofdklerken, zij dient te worden gewijzigd in dezen zin, dat de voordeelige maatregel van toepassing zijn zou zelfs op de parketten die minder dan 4 beambten tellen. Voor meest al de parketten is dat immers het geval.

Aan dezen zou men, na een zeker getal jaren goeden dienst, zooniet den titel, ten minste de jaarwedde van hoofdklerk moeten verleen.

Het wetsvoorstel, dat op 20 December 1905 in de Kamer werd ingediend, vraagt de verhooging van de aanvangsjaarwedden, de toekenning van geregelde verhoogingen op vaste tijdstippen, totdat een maximum wordt bereikt

dat insgelijks zou verhoogd worden ten voordeele van de titelvoerders die een zeker aantal jaren dienst als dusdanig hebben.

Wij meenen dat het nuttig zijn zou, in afwachting dat die wet wordt aangenomen, den toestand voorgoed te regelen door een ministerieel besluit dat een einde zou stellen aan de ongelijkheid waarover de griffie-beambten terecht klagen.

In de Kamer, den 11ⁿ April 1906, en in den Senaat, den 10ⁿ Mei 1906, nam de heer Van den Heuvel de verbintenis, den toestand van de beambten ter griffiën te regelen door een nieuw organisch besluit.

De Middenafdeeling herinnert aan die belofte en vraagt dat de zaak voorgoed opgelost wordt. Zij verlangt dat men de twee soorten van beambten op gelijken voet stelt door de klerken bij het parket en de beambten ter griffie op dezelfde wijze te behandelen.

De ministerieele omzendbrief van 30 September 1903 bepaalt dat de beambten bij het parket moeten voldoen aan dezelve vereischen van ouderdom en bekwaamheid als de beambten ter griffiën.

Het werk, dat men van hen eischt, duurt even lang en is even gewichtig.

Men plaatse allen in een beteren en vasteren, doch gelijken toestand, daar hun werkzaamheden van gelijken aard zijn.

Dikwijls genoeg werd de zaak opgeworpen en behandeld, opdat men de grondslagen van eene bepaalde regeling zou kunnen vinden. Wat aangaat de vastheid van het ambt, voortspruitende uit de benoeming bij koninklijk besluit, zou de Middenafdeeling zich daarmede vereenigen, indien, om de verantwoordelijkheid vrij te waren, de benoeming plaats heeft uit eene ten minste dubbele lijst van kandidaten, voorgedragen door het hoofd van den dienst.

Eerediensten.

Bij het hoofdstuk betreffende de eerediensten hebben verschillende leden de aandacht gevestigd op den toestand der gemeenten, gelegen in provinciën waar de provinciale raden elke toelage voor de gebouwen der eerediensten stelselmatig weigeren.

Daar de toelage van den Staat is bepaald naar evenredigheid van die der provincie, schijnt daardoor elke tusschenkomst van de Regeering te zijn onttrokken aan die gemeenten. De Middenafdeeling van 1907 behandelde dit vraagstuk; het komt opnieuw te berde voor 1908.

Uit inlichtingen, welke het achtbaar hoofd van het Departement aan de Middenafdeeling heeft verstrekt in 1907, blijkt dat bij het verleenen van toelagen aan de gemeenten voor het oprichten der gebouwen van den eeredienst, de Regeering deze twee regelen in acht neemt :

Eerste regel : De Regeering verleent toelagen voor het oprichten en herstellen der gebouwen van den eeredienst.

Evenzoo voor het plaatsen van ramen en meubelen.

Tweede regel : De hoegrootheid van de bijdrage der Regeering is bepaald als volgt :

Als regel : De Regeering verleent eene toelage waarvan het geheel bedrag

noch een zesde van het bedrag der toewijzing, *noch* het bedrag van de provinciale toelage mag te boven gaan.

Bij uitzondering weigert de Regeering, in de provinciën waar, in beginsel, elke toelage hoegenaamd wordt ontzegd door den provincialen raad, hare toelage niet en gaat zij alleen het zesde der toewijzing niet te boven. Het is van belang te weten of de Regeering deze regelen handhaaft, die schijnen overeen te stemmen met de uitdeelende gerechtigheid. Moest men verder gaan en vragen dat de Regeering zou optreden in de plaats van de provinciën die geene toelagen verleenen, dan zou men veeleer de provinciën, die hare tusschenkomst niet verleenen, in zekere mate aanmoedigen.

De *omzendbrief*, van 9 Juni 1906, van den Minister van Justitie, betreffende de bepalingen die dienen te worden opgenomen in de lastkohieren voor het verkoopen van onroerende goederen waarbij minderjarigen en andere onmondigen zijn betrokken, heeft aanleiding gegeven tot talrijke bezwaren.

De omzendbrieven van 16 Januari 1895, 25 Maart en 28 April 1896, 18 Januari en 16 Maart 1899 hebben de ambtenaren van het openbaar ministerie uitgenoodigd om de inlassching van de navolgende bepaling te vorderen :

« Buiten den prijs der toewijzing, zullen de koopers aan de verkoopers betalen een zooveelste ten honderd op den prijs der toewijzing en op de lasten die daartoe behooren, en zulks tot bestrijding van alle onkosten, met inbegrip van die der akte van kwijting.

» Evenwel, ingeval er aanleiding mocht bestaan om eene fiskale bepaling toe te passen, houdende vrijstelling of vermindering van fiskale rechten ten voordeele van den koper, wordt het zooveelste, door dezen laatste te betalen wegens de onkosten, overeenkomstig deze bepaling verminderd. »

Vóór de wet van 15 Mei 1905 kwam het registratierecht, verschuldigd op het aankoozen van onverdeelde deelen, ten laste van den medeverkooper-koper, omdat het fiscaal recht de veiling als een verkoop beschouwde.

Sinds de wet van 1905 houdt de fiskale wet op, aan den verkoop bij veiling aan een medeëigenaar eene beteekenis toe te kennen, verschillend van die daaraan toegekend door de burgerrechtelijke wet. Volgens beide geldt die verkoop slechts als eene verklaring van den eigendom, wat aangaat den medeverkooper-koper. Deze heeft dus persoonlijk geen recht te betalen.

Tengevolge van die beginselen vroeg de achtbare Minister van Justitie dat in de lastkohieren betreffende de veilingen eene bepaling zou worden ingelascht, luidende als volgt : « Ingeval van toewijzing aan een medeverkooper, wordt door dezen geen zooveelste betaald ».

Tegen dit beding werden verschillende bezwaren aangevoerd. Verscheidene rechtbanken, namelijk die te Brussel, bij vonnis van 24 Augustus 1906; Dinant, 5 Januari 1907; Antwerpen, 19 December 1906; Mechelen, 21 November 1906, weigerden de inlassching daarvan voor te schrijven.

De voornaamste reden, tegen den omzendbrief aangehaald, is deze : het door den ministerieelen omzendbrief voorgestelde beding kan schadelijke

gevolgen na zich slepen, die rechtstreeks in strijd zijn met het doel, door de verkoopers beoogd, en wel zóó, dat het voor gevolg kan hebben, de te verdeelen massa te verkleinen. In haar vonnis van 24 Augustus 1906 wijst de rechtbank van Brussel erop, dat de toepassing van het ministerieele beding kan aanleiding geven tot « krenking niet alleen van eenvoudige belangen, maar van werkelijke rechten »; en in haar vonnis van 14 September 1906 doet zij aanmerken dat de minderjarigen kunnen te doen hebben met een meerderjarigen medeverkooper, tegenover wien niemand voor het te koop gestelde goed een hooger bod doen zal, en daaruit kan voor hen een dubbel nadeel voortspruiten: het goed wordt toegewezen tegen lagen prijs, zelfs beneden de waarde daarvan, en daarenboven moeten zij nog bijdragen tot de onkosten der verkoop. Zij kunnen ook te doen hebben met een meerderjarigen medeverkooper, tegenover wien een derde voor het te koop gestelde goed een hooger bod doet: indien de laatste bieder de medeverkooper is, dan ondergaan zij voorzeker een nadeel (het bijdragen tot de onkosten) dat zij niet zouden hebben geleden ingeval het goed werd toegewezen aan den niet-medeverkooper. En dit zal te gemakkelijker kunnen voorkomen, daar de minderjarigen den prijs niet kunnen opjagen, omdat hunne wettelijke vertegenwoordigers hunne gelden niet durven wagen in eene belegging die onvoordeelig, misschien wel gevaarlijk mocht zijn. Op deze gevolgen werd uitdrukkelijk gewezen door een vonnis, van 17 april 1907, der rechtbank te Hasselt (*Belg. Jud.*, blz. 572).

« Ondanks den ministerieelen omzendbrief van 9 Juni 1906, die de inlas-
 » sching daarvan aanbeveelt, kan in het lastkohier van den verkoop van
 » onroerende goederen die in onverdeeldheid toehooren aan minderjarigen,
 » het beding niet worden opgenomen, waardoor, ingeval van toewijzing
 » aan een medeverkooper, geen enkel zooveelste der onkosten van den
 » verkoop door hem betaald zal moeten worden.

» Het is geschikt om aan de minderjarigen schade te berokkenen, terwijl
 » een beding, dat zonder onderscheid de onkosten ten laste legt van den
 » aankoper, hij zij al of niet medeverkooper, hun voordeelig is.

» Het zou hun dan alleen voordeel aanbrengen, wanneer de voogd namens
 » hen aankoper werd, wat zeer zelden voorkomt.

» De opvatting van gezegden omzendbrief komt aandruischen tegen wat
 » vroeger werd gedaan gansch in overeenstemming met de wet; in geen
 » enkel opzicht weegt de omzendbrief daartegen op. »

Een arrest van het Hof van Gent, van 3 Januari 1907, de eenige rechtbank die, meenen wij, voor den omzendbrief optreedt, antwoordt niet, naar het ons voorkomt, op de bewijsvoering die daartegen in feite en in rechte werd aangevoerd.

Wij meenen dus de aandacht van het hoofd van het Departement hierop te moeten vestigen en wij zetten hem aan, den omzendbrief in te trekken: deze had ten doel de minderjarigen te bevoordeelen, doch heeft voor gevolg de belangen te schaden welke men boven alle andere moet behartigen.

Weldadigheid.

De hervorming van de openbare weldadigheid blijft steeds het voorwerp van de bezorgdheid der leden van de Wetgevende Kamers.

In de Afdeelingen hield men zich hoofdzakelijk bezig met de belangrijke vraagpunten betreffende de vrijwaring van de rechten der krankzinnigen en de regeling van de weldadigheidskoloniën (1).

Sedert tal van jaren wordt voor krankzinnigen het stelsel van de gezinsverpleging, toegepast in de vrije koloniën, aangeprezen door Senaat- en Kamerleden. Zij zijn het eens met geleerden en vakmannen om aan te nemen dat dit stelsel oneindig beter is dan het stelsel van opsluiting en dat de Regeering door alle middelen de instellingen dient aan te moedigen die, zooals Gheel en Lierneux, zijn ingericht derwijze dat de ongelukkigen de grootst mogelijke vrijheid en tevens al de weldaden van het huiselijk leven genieten.

Hier moet klaarblijkelijk met mate gehandeld worden, en slechts na rijp onderzoek of nazicht mag over de lotsbestemming van den armen krankzinnige worden beslist; het is echter onbetwistbaar dat men in ons land, evenals in al de naburige landen, geneigd is om een stelsel in te voeren, dat den zachtaardigen krankzinnige, zooveel mogelijk, een betrekkelijke vrijheid geeft door hem huiswerk of veldarbeid te laten verrichten of hem een ambacht buiten het gesticht te laten uitoefenen en hem bezigheden binnen het gesticht toe te vertrouwen. De opsluiting, als algemeene maatregel voorgeschreven, zou dus voorgoed opgegeven worden. Het *no-restraint* of de *open deur* heeft, in beginsel, de voorkeur boven elk ander stelsel.

Uit het antwoord der Regeering op de vraag van de Middenafdeeling, in 1907, blijkt dat zij geneigd is dien weg op te gaan, en wij kunnen niet nalaten haar hiermede geluk te wenschen.

Ziehier vraag en antwoord :

VRAAG.

De Middenafdeeling verlangt te weten of de Regeering van plan is maatregelen te nemen :

- 1^o Tot het bevorderen van de gezinsverpleging der krankzinnigen ;
- 2^o Tot het verbeteren van den geneeskundigen dienst in de krankzinnigen-gestichten.

ANTWOORD OP DE VRAAG BETREFFENDE DE GEZINSVERPLEGING.

Sedert verscheidene jaren legde de Regeering er zich op toe, de voordeelen van de gezinsverpleging te verschaffen aan zooveel krankzinnigen mogelijk, die op deze wijze kunnen behandeld worden.

(1) Er wordt aangemerkt dat men in sommige gesloten gestichten zich enkel bekommert om het welzijn en het gemak van de betalende verpleegden. Daar de Middenafdeeling over geen enkel middel beschikt om dit na te gaan, moet zij zich erbij bepalen de aandacht van de Regeering te vestigen op dezen toestand, die wellicht enkel het gevolg is van het stelsel zelf der opsluiting.

Te dien einde heeft zij, namelijk op 11 December 1896, de geneesheeren der gesloten inrichtingen bij omzendbrief verzocht, in hunne boeken, na gedurende eene maand de zieken te hebben gadegeslagen, hunne zienswijze aan te teekenen over de vraag of de hun toevertrouwde zieken aan de vereischten voldoen om te worden overgebracht naar eene kolonie en, bij voorkomend geval, bij de bevoegde overheden op te treden om tot bedoeld overbrengen te doen besluiten.

Zij heeft insgelijks, op 20 Juli en 16 October 1897, de bestendige deputatiën verzocht een zeker aantal krankzinnigen, die men haar had aangewezen als geschikt voor gezinsverpleging, te doen overbrengen naar Gheel of naar Lierneux.

De Regeering is van plan, opnieuw aan te dringen in den zin harer vroegere onderrichtingen. Zij doet onderzoeken welke maatregelen dienen te worden genomen om de voordeelen van de gezinsverpleging beter te doen beseffen en om de koloniën van Gheel en Lierneux meer bekend te maken zoowel in het buitenland als in België.

Eindelijk, met het doel den vooruitgang der moderne wetenschap te bevorderen, toonde zij zich steeds geneigd om het tot stand brengen van wetenschappelijke laboratoriums in de krankzinnigeninrichtingen door bijzondere toelagen te steunen.

Het steeds toenemend getal kostgangers in de weldadigheidskoloniën geeft natuurlijkerwijze aanleiding, eerst en vooral, tot de vraag hoe men werk zal verschaffen aan hen die, uit hoofde van ongeluk of van ondeugd, in de verschillende inrichtingen werden opgenomen.

Herhaalde malen heeft men de werken van allerlei aard aangeklaagd, waarmee de opgesloten en zich zouden bezighouden tot groot nadeel van de arbeiders der vrije nijverheid. Men dient nochtans niet te vergeten dat de arbeid een bij uitstek verzedelijkend middel is en dat men het beteren van de opgesloten en zou in gevaar brengen, moest men al die mannen werkeloos laten.

Van die beschouwingen ging de Regeering uit, wanneer zij, in 1901, in antwoord op eene vraag van de Middenafdeeling, de beginselen bepaalde, die op dat gebied dienen te worden toegepast.

« Wat betreft het regelen van den arbeid in de gevangenhuisen, heeft het » bestuur van het gevangenhuis een dubbelen plicht te kwijten.

» Het moet, ten eerste, bezigheid verschaffen aan de opgesloten en ver- » volgens er voor zorgen dat de voorwerpen, voortgebracht door de » gevangenen, niet worden afgeleverd, in gelijke hoeveelheid en met gelijke » hoedanigheid, tegen lagere prijzen dan die der vrije nijverheid. »

Wordt dit in acht genomen, dan kan de arbeid der gevangenen geen nadeeligen invloed uitoefenen op de prijzen en derhalve de vrije nijverheid geene mededinging aandoen, waarover deze terecht zou kunnen klagen. In eene afdeeling werd, naar onze meening, ten onrechte het Fransche stelsel aangeprezen; krachtens dit stelsel wordt wat de gevangenen voortbrengen openbaar verkocht. Het optreden van hem die goedkoop voortbrengt, kan

noodlottig zijn voor diegenen welke dezelfde voortbrengselen ter markt brengen; worden de prijzen van de vrije nijverheid gehandhaafd, dan integendeel worden de rechten van al de voortbrengers van gelijke voorwerpen geëerbiedigd.

Doch, zoo het inderdaad noodig mag heeten werk te verschaffen aan de kostgangers der landbouwkoloniën, dan mag, uit hoofde van het steeds toenemend aantal opgesloten bedelaars en landloopers, de vraag worden gesteld, of de wet van 1901 wel haar doel heeft bereikt en of de toepassing ervan niet te wenschen overlaat.

In den schoot der Middenafdeeling, belast met het onderzoek van de begroting van justitie voor 1903, brachten wij opmerkingen in 't midden, welke het wellicht goed is hier in herinnering te brengen.

» Een lid vestigt de aandacht op de toepassing der wet van 27 November 1891 betreffende het beteugelen van landlooperij en bedelarij.

» Over 't algemeen houden de vrederechters niet genoeg rekening met het vroeger gedrag, den ouderdom en de levenswijze van hen die zij ter beschikking van de Regeering stellen.

» Artikel 13 der wet van 1891 veroorlooft de vrederechters, in een bedelaarsgesticht op te sluiten gedurende ten minste twee jaar en ten hoogste zeven jaar de niet gebrekkelijken die, in stede van hun bestaan in den arbeid te zoeken, de liefdadigheid uitbuiten als bedelaars van beroep.

» Welnu, men mag zeggen dat onder de in een bedelaarsgesticht opgesloten, velen geen bedelaar van beroep zijn. Diegenen hadde men naar de toevluchtshuizen moeten sturen.

» 't Is onbegrijpelijk dat een man zonder vroegere veroordeeling hoege-naamd, enkel omdat hij een oogenblik zonder bestaanmiddelen en zonder werk was, kan veroordeeld worden tot eene straf die in zeker opzicht pijnlijker en meer onteerend is dan om 't even welke straf van gewone gevangenzitting.

» Ongetwijfeld verkeert de rechter soms in een kieschen toestand. In beginsel verplicht artikel 7 der Grondwet hem, uiterlijk binnen vier en twintig uren uitspraak te doen, en vaak ontbreken hem de noodige inlichtingen om met kennis van zaken uitspraak te doen; hij zal dus den aangehouden persoon moeten veroordeelen of loslaten. Bestaat er twijfel over het verledene, dan dient verzending naar het toevluchtshuis de regel te zijn.

» Wel is waar, kent artikel 18 der wet aan den Minister van Justitie het meest uitgebreide recht toe, om een persoon wiens opsluiting niet meer noodig wordt bevonden, in vrijheid te stellen — doch er dient te worden opgemerkt dat die maatregel van mededoogen niettemin de vlek der veroordeeling laat bestaan, en iedereen weet dat het soms onuitwischbaar merk van een verblijf in de koloniën den ongelukkige alle mogelijkheid onttrekt om voortaan nog werk te vinden.

» Het hulpmiddel daartegen ware te vinden in eene inrichting welke optreedt tusschen de overheid, die ter beschikking van de Regeering stelt, en den rechter die den duur der straf bepaalt.

» Die inrichting niet bestaande, diende men hen wier verleden nog vrij is van veroordeeling, liever naar het toevluchtshuis te zenden. »

De feiten zijn dezelfde gebleven. Het middel om de misbruiken te keer te gaan kan enkel worden gevonden in de wijze van indeeling dezer schuldigen.

Wat wij zegden in 1903, blijft waar voor 1907. Sommige vrederechters houden nog altijd geen rekening met het groot onderscheid dat de wet maakt tusschen de toevluchtshuizen en de bedelaarsgestichten.

Er moet volstrekt een tusschenstelsel tot stand komen om de schuldigen voorgoed in te deelen.

Zij die zich bezighielden met bescherming, vragen sedert jaren dat de bijzondere rechter wordt aangesteld.

De wet van 1891 is van toepassing niet alleen op de bedelaars van beroep, op de landloopers die niet willen arbeiden, maar ook op de ongelukkigen, de overwonnelingen in den strijd om het leven, de slachtoffers van werkloosheid, van werkstaking, van de onbestendigheid van sommige bedrijven en zelfs op de slachtoffers van ziekte, de zwakken, de onvaardigen.

Men moet het middel vinden om doelmatig de echtheid na te gaan van wat de landlooper, de bedelaar zegt; men moet het ware karakter van den beschuldigde kunnen achterhalen, men moet rekening kunnen houden met zijn verleden, met de omstandigheden waarin hij zijn nieuw misdrijf heeft gepleegd.

Volgens de thans van kracht zijnde regelen moet de rechter ofwel onmiddellijk uitspraak doen over het lot van den persoon die voor hem wordt gebracht, ofwel, zoo hij niet volkomen is ingelicht, moet hij den aangeklaagde loslaten en de zaak opschorsen.

Aan beide oplossingen zijn bezwaren verbonden. Meestentijds beslist de rechter onmiddellijk: veelal bekennen de aangehouden personen dat zij zich aan landlooperij of bedelarij hebben schuldig gemaakt. De rechter steunt op het verslag der politie dat noodzakelijk onvolledig is, wat betreft de omstandigheden die tot landlooperij of bedelarij hebben geleid.

Ingeval hij den betichte niet vrijlaat, kan de rechter over 't algemeen enkel in allerhaast zeer onvolledige inlichtingen inwinnen. Men neme het voorbeeld van iemand die op den buiten wordt aangehouden: hoe zal de rechter binnen vier en twintig uren te wete komen of die persoon waarheid spreekt als hij zegt dat hij weken lang ziek is geweest en in de onmogelijkheid verkeerde eenig werk te verrichten, dat hij vóór enkele dagen het gasthuis verliet en thans op zoek was naar werk.

De vrederechter kan onmogelijk de nauwkeurige inlichtingen hebben.

Boven of benevens den vrederechter zou de bijzondere rechter moeten zijn.

De vrederechter, die moet uitspraak doen over het lot van iemand die schuldig werd bevonden aan landlooperij of bedelarij, zal niet meer beslissen of en voor hoelang die persoon in een toevluchtshuis of in een bedelaarsgesticht zal worden geplaatst.

Hij zal er zich bij bepalen, de landlooperij of de bedelarij vast te stellen en den schuldige tot de beschikking van de Regeering te stellen.

Uit krachte van deze beslissing zou de landlooper of bedelaar tot de

beschikking van de Regeering zijn voor een tijdsbestek waarvan het maximum door de wet zou bepaald zijn.

In dien tusschentijd zou de bedelaar of landlooper onmiddellijk voor een bijzonderen rechter worden gebracht : deze zou beslissen of de opsluiting moet voortduren, in welke inrichting de landlooper of bedelaar moet worden geplaatst en hoelang de opsluiting duren moet.

Men brengt daartegen in, wel is waar, dat het hier een bijzondere en uitzonderlijke rechtsmacht zijn zou en dat men stuit tegen artikel 9 van de Grondwet.

Ware die tegenwerping gegrond, dan hadde men ze in 1891 moeten inbrengen ; immers, bedoelde wet is eene uitzonderingswet en huldigt de gansch bijzondere bevoegdheid van den vrederechter in deze zaken.

Laat ons echter in acht nemen dat er in de wet van 1891 eigenlijk geen sprake is van een wezenlijke straf :

« Indien de vrederechter nog moet optreden als vertegenwoordiger van » het gerecht, dan is het volstrekt niet als politierechter, maar als behoe- » dende macht en als persoonlijke waarborg tegen mogelijke misbruiken. » Zoo hij niet meer handelen moet als strafrechter, toch is zijn optreden » noodig gebleven om na te gaan of de vereischten, die eenen maatregel » billijken, ingegeven door openbare voorzorg en vaderlijke waakzaamheid, » aanwezig zijn. » (Cass., 24 Nov. 1892.)

Ook nu zou de rechter den betichte kunnen vrijlaten en de noodige inlichtingen afwachten alvorens te beslissen. Doch in den huidige toestand is dit de slechtste oplossing, vooral als het op eene veroordeeling moet uitkomen. Waar zal de landlooper zijn? En zal zijn toestand niet veranderd zijn, als men hem terugvindt? Dat zou ongetwijfeld de verbeelding van dezen, die er op uit zijn den rechter iets wijs te maken, tot nieuwe vondsten leiden.

't Is niettemin onbetwistbaar dat de nieuwe maatregel zal stuiten tegen moeilijkheden van practische regeling, wat betreft den zetel en het getal der ambtenaren. Doch het vraagstuk is belangwekkend en verdient te worden onderzocht. Het denkbeeld ervan ligt opgesloten in de wet van 1891 zelve. Artikel 12 legt aan de rechters op, inlichtingen te nemen, zich van de waarheid te overtuigen. Artikel 13 duidt aan welke personen in het bedelaars-gesticht moeten worden geplaatst.

Werkelijk kan de rechter de vereischte inlichtingen niet nemen : bijgevolg kan hij de bedelaars en de landloopers niet in bepaalde klassen indeelen.

Uit de toepassing der wet van 1891 blijkt dus dat eene wijziging in bedoelden zin noodig is.

Aan de Middenafdeeling werd onderworpen een verzoekschrift van de onderwijzers in 's Rijks weldadigheidsscholen : zij vragen eene betere jaarwedde.

Zij doen aanmerken dat zij niet verkeerren in den toestand van hunne ambtgenooten in de gevangenhuisen, en dat hun maximum lager is dan dit der schoolklerken, ja, der meestergasten; eindelijk, dat voor het pensioen hunne dienstjaren streng worden beperkt tot den tijd in de scholen doorgebracht, met terzijdelating, voor hen die werkzaam waren in andere

gestichten, van al de jaren doorgebracht in gemeentescholen of aangenomen scholen.

Deze grieven verdienen de welwillende aandacht der Regeering.

De taak van den onderwijzer in de weldadigheidsscholen is vooral verzadelijking, zij is hoogst moeilijk uit hoofde van het karakter der leerlingen.

Het ambt van den onderwijzer, goed begrepen en vervuld, is van het grootste gewicht voor de toekomst van het kind dat men wil verbeteren.

Op 't oogenblik dat bij de Kamer aanhangig is een ontwerp tot hervorming der wet van 1891, met het oog op de bescherming der kindsheid, is het niet van belang ontbloot, de ernstige aandacht van den wetgever te vestigen op alles wat in verband staat met de zedelijke opleiding en het onderwijs der kinderen die ter beschikking van de Regeering zijn gesteld.

De begrooting in haar geheel werd eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,

ALF. VERSTEYLEN.

De Voorzitter,

NERINCX.

